

Tribune socialiste

ts



HEBDOMADAIRE DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE
n° 643 du 3 au 8 février 1975
3 F 50

● **FEMMES :**
lettre ouverte à F. Giroud (p. 12)

● **POLEMIQUE :**
hier la Chine (p. 8-9)

● **UNE INTERVIEW**
exclusive de Cl Bourdet (p. 16)

derrière l'esbroufe...



le calcul

Sommaire

- **POLITIQUE :**
en lisant la presse sondomaniaque p. 4
les Chrétiens-Marxistes s'organisent p. 4
- **ENERGIE :** des asperges au nucléaire p. 5
- **REGIONS :** pas de tunnel, tant mieux ! p. 5
- **SOCIAL :** la CFDT et le « dialogue » PC-PS p. 6
à l'heure du laitier p. 6
- **IMMIGRES :** un certain Michem p. 7
le logement aussi p. 7
- **POLEMIQUE :** hier la Chine p. 8
ombres et « Révo » p. 9
- **UNIVERSITES :** Soisson « rationalise » p. 10
- **MEDECINE :** leur Ordre et le nôtre p. 11
- **FEMMES :** lettre ouverte à Françoise Giroud p. 12
- **AVORTEMENT :** une bataille à l'italienne p. 13
- **PORTUGAL :** du bon usage des élections p. 14
- **THEATRE :** du neuf à Dijon p. 15
- **INTERVIEW :** questions à Claude Bourdet p. 16

calendrier politique

● les meetings PSU

Samedi 1er Février, 3 rue Diderot, Lyon 1er de 15 h à 20 h : réunion débat PSU-AMR « du contrôle ouvrier à l'autogestion », avec la participation des travailleurs de Lip, Cerisay, Titan-Coder, ORTF. Commissions Femmes, entreprises, Armée et Immigrés prévues. Avec Huguette Bouchardeau, et Berthinier.

Lundi 3 Février PARIS 12e Meeting G. Petiot-Ravenel

Mercredi 5 Février PARIS CENTRE Meeting Mousel

Vendredi 7 février REIMS Meeting Mousel-Dorival

● Six heures pour la presse libre

Six heures de chansons, le Gala « Libération » à 18 h, le 2 février au Chapiteau Galaxy — M^e Porte de Pantin. Prix unique : 20 frs, Billet de soutien : 30 frs en vente à Libé, 27, rue de Lorraine, M^e Laumière.

● Répondre à vos questions

Michel Mousel répond à vos questions lundi 3 février à 20 h 30, salle de l'épicerie, 12 rue du Renard, Paris 4e.

● Afrique

Réunions d'information sur l'évolution des pays d'Afrique : mardi 4 Février « Tanzanie : le socialisme africain » ; mardi 11 Février « Ethiopie : médiévale et moderne ». Entrée libre, 14, rue Censier, Paris 5e. Participation des travailleurs et étudiants africains.

Cherchons d'urgence quelques Perfo-verif. militantes pour travaux occasionnels — Rémunération éventuelle !!

Téléphoner ou écrire : PSU : 9, rue Borromée — 75015 PARIS - Tel : 566 45 37



HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Gilbert

HERCET - Alain TLEMEN

Rédaction : 566.45.64 - Administration :

566.45.37 - Publicité : REGIE-

INFORMATION (770.40.18)

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Rédaction en chef :

Philippe MARIELIE

Secrétariat de rédaction : Monique

GRIMA

Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie-

Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET

9 RUE BORROMEE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la

dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer

la nouvelle adresse complète.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F

pour six mois. Soutien : 150 F

CADET-PHOTO-COMPOSITION - PARIS.
Imprimerie : ETC - 76 Yvetot.



Courrier

Pas simple

Aujourd'hui, une nouvelle équipe s'est mise en place à TS. Sa tâche n'est pas simple ; elle devra sortir toutes les semaines un TS répondant aux deux aspirations suivantes :

— TS journal d'un parti, où chaque militant devra se retrouver, et être informé de l'action du PSU sur tout l'hexagone ;

— mais aussi un TS ouvert sur l'extérieur : nous savons que le PSU a une audience dépassant largement le cadre de ses militants ou sympathisants. C'est pourquoi TS devra pouvoir s'adresser à tout ceux qui attendent une information puis une explication sur ce qui change tant en France qu'à l'étranger.

Fabrice LAURENT (94)

Regrettable...

Lecteur de TS (et très satisfait de sa nouvelle orientation) j'ai été très déçu de trouver dans votre sondage sur les congressistes d'Amiens (n° 639) la mention SGEN à côté de CFDT, CGT, FEN, comme s'il s'agissait d'une autre confédération et non de la branche « éducation nationale » de la CFDT...

Il pouvait être intéressant d'avoir la répartition des syndiqués CFDT à l'intérieur des différentes professions (FGM, Hacuitex, SGEN, PTT, Santé, etc...) mais pourquoi faire une place à part au SGEN ?

Syndiqué au SGEN, donc à la CFDT et militant dans une union interprofessionnelle de base CFDT, je trouve regrettable qu'une erreur de présentation comme celle-ci, aille à l'encontre de la perspective qui me semble être celle du PSU (et qu'exprimait par exemple l'article du n° 637) : insérer les luttes dans l'éducation nationale dans la lutte des classes.

J.M. DROUIN
DOUAI (59)

L'appel des « 100 » à Constance

Des amis de Constance (R.F.A.) m'ont envoyé la photocopie d'une lettre ouverte concernant la répression contre les signataires de l'appel des cent dans les casernes françaises à Constance. Je pense qu'il y a au moins deux choses qu'il faut retenir dans ce cas : a) le soldat mis aux arrêts de rigueur, B. Joliot, était ouvrier chez LIP avant le service militaire. Et c'est certainement pas par hasard que ce soit lui qu'on a choisi parmi les 145 signataires de l'appel des cent à Constance. b) Le mouvement démocratique dans les casernes françaises en R.F.A. n'est pas tout à fait isolé vis à vis de la population allemande, comme le témoigne l'action solidaire des organisations politiques et chrétiennes allemandes à Constance qui ont organisé une campagne de solidarité avec la lutte juste des signataires de l'appel des cent.

J.C. WATKINSON ■

Le mes et la luar...

J'ai lu avec intérêt l'article paru dans TS n° 638 sur le MES portugais. J'ai entendu parler le mois d'août dernier un de ses orateurs lors de la fête meeting organisée par la LUAR à Earo (sud du Portugal) pour sa sortie de la clandestinité et sa première apparition en public. A ce propos, il me semble que la LUAR est une organisation tout aussi proche de nous et avec laquelle nous devrions également avoir des liens.

Pierre THIOILLIERE
SAINT-ETIENNE (42)

enfants palestiniens



Un gala pour les « Enfants palestiniens » se tient à la Mutualité, le dimanche 2 février, de 12 H. à 22 h. : dessins, diapos, spectacle, artistes palestiniens, témoignages d'enfants présents. Cette manifestation est placée sous l'égide de l'Organisation pour la Libération de la Palestine.

Une campagne de soutien et d'information « Pour les enfants palestiniens » est organisée par ailleurs : MJC, groupes de lycées ou de quartiers peuvent demander du matériel et des animateurs pour les soirées, afin de faire connaître la lutte des enfants palestiniens. S'adresser à la Fédération de Paris qui transmettra.

Un nom :

une adresse :

et un chèque de 100 F

(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F).

T.S. 9, rue Borromée - 75015 Paris
CCP PARIS 5.826.65

C'est ainsi que les récentes déclarations des généraux Bigeard et de Boissieu ne sont pas, sur le fond, différentes de celles de Massu : elles signifient qu'un plan se prépare pour transformer l'armée actuelle en un instrument plus directement répressif. Seule, pour le moment, l'importance du chômage tempère un peu le zèle de ceux qui ont déjà choisi l'armée de métier. Armée policière mais aussi police plus militarisée : malgré les démentis maladroits de Ponia-towski, on sait aujourd'hui que le VII Plan prévoit la création de dix nouvelles compagnies de CRS, ce qui permettrait la mise en place d'au moins deux nouvelles compagnies par région économique.

des « petites nouvelles » révélatrices

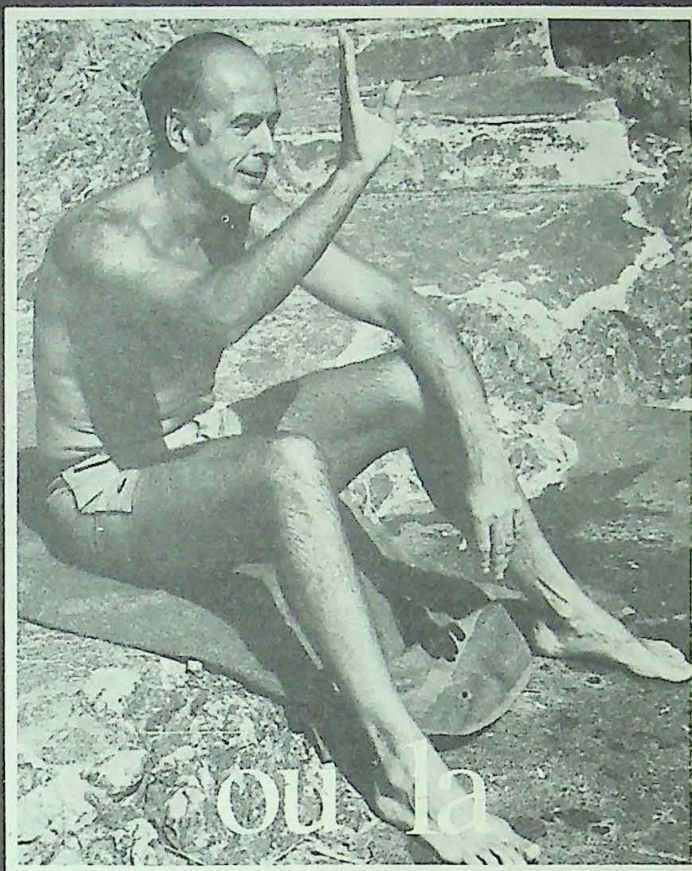
Dans un domaine apparemment tout autre, le gouvernement prépare activement une réforme des élections municipales en attendant de s'attaquer aux élections législatives.

En introduisant une certaine « proportionnelle » dans ces élections, le gouvernement, bien sûr, veut reprendre à son profit une revendication traditionnelle de la gauche. Mais cet aspect n'est pas le plus important. En modulant habilement cette proportionnelle il veut, en premier lieu, porter un coup sévère au PCF et, en second lieu, un coup sérieux à la partie encore gaulliste de l'UDR comme le prouvent aussi les sanctions qui viennent d'être prises contre Charbonnel.

Dans le même sens encore, les tentatives de Durafour et Stasi pour créer un nouveau « centre-gauche ». Derrière toutes ces manœuvres, parfois malhabiles, une volonté bien déterminée : celle de jeter les bases d'une nouvelle organisation gouvernementale non seulement susceptible de faire face à la crise mais, surtout, d'en tirer le maximum de profits.

Comme l'ont montré les études de Gilbert Estève et Hugues Fred parues dans un TS, la crise présente dépasse de loin le secteur purement économique pour atteindre également les domaines sociaux et politiques. En fait cette crise est indivisible. Par exemple, l'inflation et le chômage ont des causes économiques évidentes. Il n'en demeure pas moins que l'inflation ne résulte pas seulement de l'augmentation du prix des matières premières, de l'excès des importations, de l'ampleur des dépenses militaires ou improductives : c'est aussi une arme politique pour faire disparaître les

Giscard



ou la vie conjugale du Capital

Vendredi 24 janvier à 7 heures du matin une centaine de policiers dépourvus de mandats font irruption dans les locaux d'une paroisse de Paris—Ils emmènent des travailleurs immigrés qui faisaient une grève de la faim pour protester contre la circulaire Fontanet. Marcellin toujours en vigueur malgré son annulation par le Conseil d'Etat. Le lendemain, trois de ces travailleurs étaient déjà expulsés...

Cette brutalité et cette illégalité jettent un jour cru sur la politique réelle du pouvoir.

Mais, pour l'essentiel, ce pouvoir préfère encore agir dans l'ombre. Aussi est-il indispensable de suivre de très près certaines « petites nouvelles » qui, reliées entre elles, prennent une signification révélatrice et inquiétante.

Paysans-travailleurs, pour faciliter la concentration capitaliste et augmenter les profits des monopoles et des sociétés multinationales. De même le chômage provient d'abord des difficultés graves qui frappent des secteurs entiers de l'industrie, mais il provient aussi de la nécessité politique d'éviter que l'inflation ne devienne réellement galopante.

Pour maintenir un certain équilibre entre ces facteurs contradictoires, le pouvoir est obligé de recourir à une stratégie difficile où tout faux-pas risque d'être dramatique, à une stratégie qui implique une remise en ordre généralisée de toute la politique suivie depuis 1954 avec Mendès-France et, surtout, depuis 1958 par de Gaulle puis par

Pompidou. Pour l'essentiel, cette politique était basée sur l'expansion rapide de l'économie en même temps que sur le maintien d'une relative indépendance nationale.

Le point faible de cette politique était d'ignorer l'évolution du monde anciennement colonisé, de négliger le progrès de pays tels que le Japon, l'Iran ou le Brésil, de méconnaître la croissance des sociétés multinationales, de sous-estimer la gravité de la crise monétaire internationale. Tant que l'expansion s'est poursuivie, cette méconnaissance des réalités nouvelles n'était pas trop grave car ces réalités restaient dominées par le développement.

A partir du moment où, au contraire où l'essor fait place au repliement, ce sont ces réalités contradictoires qui tendent à jouer un rôle de plus en plus important dans la crise économique et politique du système.

Aujourd'hui la situation est devenue telle que ni le gouvernement ni le patronat ne peuvent plus rester passifs. Il suffirait, en effet, de peu de choses pour que l'interaction de la crise économique et de la crise politique crée très vite une explosion sociale dont les conséquences pourraient être fatales pour le régime.

ménage à trois

De cela, Giscard d'Estaing est tout à fait conscient, son choix est donc tout tracé. La « solution » fasciste étant — du moins pour l'instant — écartée, il doit forcément s'étendre vers la « gauche ». Avec les prétendus centristes de gauche du type Lecanuet, Durafour ou JJSS — qui sont, en fait des hommes de droite et d'ardents partisans des Etats-Unis — c'est fait ou en voie de l'être. Mais ces hommes ne représentent pratiquement rien, il faut donc aller plus loin ; il faut entamer la véritable gauche.

Le Parti socialiste se trouve placé devant une grande responsabilité. S'il continuait de persévérer dans sa tentative des « assises » pour tenter de créer un nouveau parti travailliste s'appuyant à la fois sur les notables de la social-démocratie et sur les jeunes loups de la technocratie, le PS prendrait la responsabilité de briser pour longtemps toute union de la gauche en même temps que toute unité syndicale. Il deviendrait très vite — même si ce n'était pas son intention — l'otage du pouvoir. Avec Giscard et le patronat, il entrerait dans le ménage à trois des gérants loyaux du capitalisme. Toute l'action du PSU depuis Orléans montre qu'il est opposé et s'opposera à une telle issue.

André BARJONET

en lisant la presse sondomaniaque

Le sondage fait désormais partie de la panoplie commerciale de tout journal digne de ce nom. Utilisé à tort ou à travers, il n'est pas destinée à faire comprendre, mais à faire croire, ou à faire rêver. Il s'agit, au sens propre du terme, de mystification.

Premier exemple cette semaine : le numéro de l'Imprévu. Il publie un sondage d'un mystérieux institut, « Sondascop », sur les intentions de vote éventuelles des Français en cas d'élection présidentielle. Passons sur le caractère absurde d'une telle question, à un moment où il n'y a pas d'élection en vue : les résultats d'enquête sont, on le sait, très différents selon qu'on est effectivement en période de campagne électorale ou pas.

Mais publier des résultats de sondage avec une décimale après la virgule, alors que le premier statisticien venu sait parfaitement que cette technique ne peut en aucun cas permettre une telle précision, relève déjà de la manipulation : il s'agit de faire croire à la magie du chiffre exact, « scientifique », que pourtant il est hors de question d'atteindre.

Faire croire (page une) qu'on a interrogé un échantillon représentatif au plan national, alors qu'il semble (page trois) que seul un échantillon parisien a fait l'objet de l'enquête, révèle le sérieux de l'entreprise. Comme le fait de ne préciser ni la date à laquelle a été fait le sondage, ni le libellé exact de la question posée, ni la taille de l'échantillon interrogé.

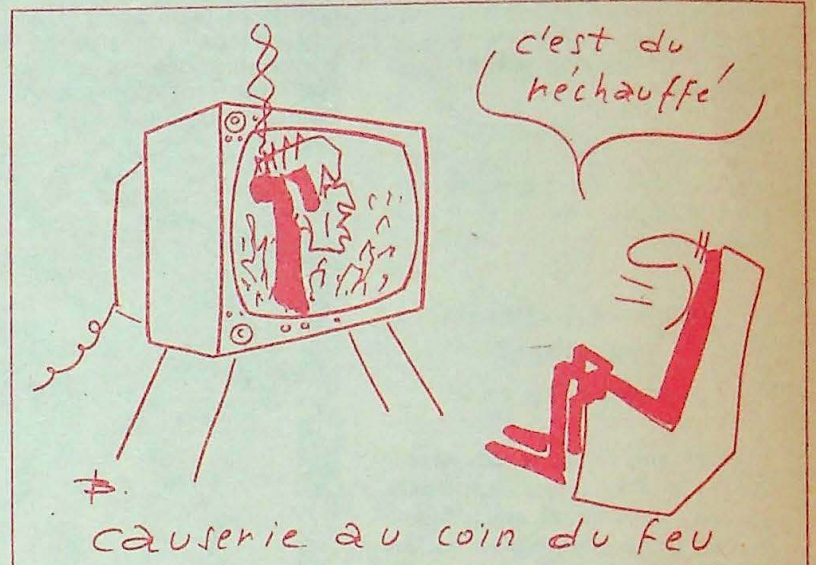
Mieux encore : comme on souhaitait que Mitterrand arrivât en tête — c'est humain ! — on a « chargé le bateau » à droite, en proposant, à côté de la candidature Giscard, les noms de Chirac et de Jobert. Coup réussi : la dispersion des voix de droite fait passer, bien sûr, Giscard. Et Mitterrand arrive en tête. Tout cela n'est guère sérieux...

Autre moyen de donner un « coup de pouce » aux sondages : Le Point de cette semaine publie une enquête IFOP sur l'électorat socialiste. Passons, là encore, sur le fait qu'une telle enquête n'a qu'un intérêt limité dans une période non électorale. Mais relevons ce tour de passe-passe : l'ensemble de l'électorat de la « gauche socialiste » — qui comprend les électeurs PSU, trotskistes, écologiques, et sans doute une bonne fraction de l'électorat radical — devient, dans la présentation des résultats, celui du « parti socialiste »... Que le PS ait, électoralement, le vent en poupe, cela ne fait guère de doute. Mais est-il vraiment besoin, par des procédés aussi ingénument manipulateurs, de le gonfler plus encore ?

France-Soir a trouvé une autre méthode pour discréditer le sondage : l'appliquer à des objets dérisoires. Ainsi apprenons-nous cette

semaine que 40 % des Français ont un crucifix dans leur chambre à coucher, 14 % un pot de chambre et 10 % une bible ! De qui se moque-t-on ?

Pourtant, on l'a déjà souligné ici, le sondage peut avoir, ponctuellement, un intérêt certain pour la connaissance des faits sociaux et politiques. De ce point de vue, l'enquête publiée par la SOFRES dans le *Nouvel Observateur* est loin d'être indifférente. La place manque ici pour en rendre compte, et le mieux est (une fois n'est pas coutume) d'y renvoyer nos lecteurs. Notons simplement que les sympathisants du PC comme ceux de la gauche socialiste sont, les uns et les autres,

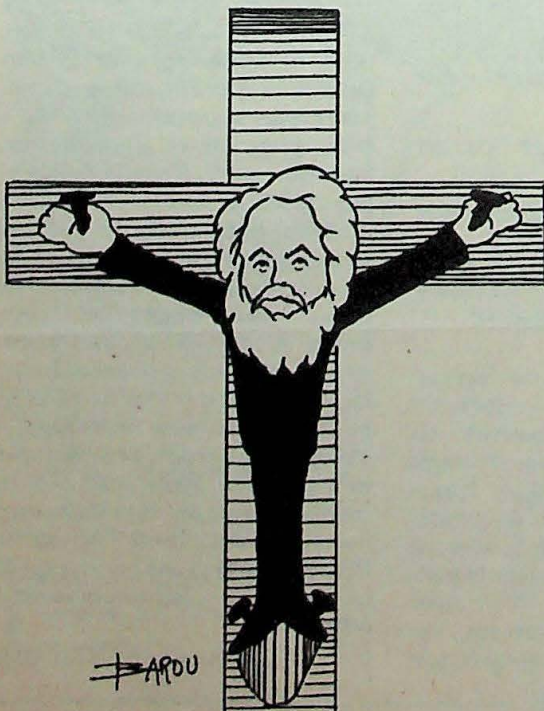


conscients de la gravité de la polémique PC-PS, même si la majorité, dans chaque groupe, voit dans le partenaire le responsable principal de la situation.

Et, décidément, l'électorat de la gauche socialiste apparaît bien flou, qui à 59 %, indique qu'il souhaite une acceptation du PS, « si M. Giscard d'Estaing proposait au Parti socialiste de participer au gouvernement sans les communistes ». Encore heureux que la phrase du Parti socialiste se situe un pas en avant, par rapport aux masses qui le soutienne. Et espérons que sa pratique sera conforme à sa phrase : mieux, contribuons tous à faire en sorte qu'une pratique unitaire réelle axe dans une bonne direction, et les appareils et... les masses.

Gilbert HERCET ■

les chrétiens marxistes s'organisent



L'Eglise — et l'idéologie qu'elle diffuse — n'est pas l'une des moindres formes de domination culturelle de la bourgeoisie.

Pour lutter contre cet appareil et « les représentations idéologiques aliénantes véhiculées par le christianisme », les Chrétiens-Marxistes se sont constitués en mouvement organisé et ont décidé de lancer des campagnes d'action nationales. Le mensuel du mouvement, *Cité Nouvelle*, paraîtra dès la fin du mois de février.

Nous avons interrogé trois membres du collectif dirigeant : Charly Dumont, manœuvre, militant PSU ; Paul Blanquart, dominicain, membre du comité de rédaction de *Politique-Hebdo* ; Jacques Chatagner, directeur de la revue *Lettre*.

TS : Quelle est la filiation du mouvement qui vient de se créer ?

J.C. : L'initiative est venue de l'impasse politique sur laquelle avaient débouché les rassemblements de « chrétiens critiques » organisés à Rouen, Rennes, Dijon... L'absence d'homogénéité politique de ces rassemblements nous a amenés à rechercher des perspectives plus cohérentes.

P.B. : Le mouvement ouvrier français a été longtemps imprégné de christianisme. Mais cette influence a progressivement disparu entre 1848 et la Commune. Le christianisme est réapparu dans la classe ouvrière française à partir des années vingt avec la création de la JOC.

C.D. : Encore aujourd'hui, dans un mouvement comme l'ACO, chacun a sa chasse gardée. Les évêques disent : « Faites de la politique si vous voulez, mais surtout, laissez-nous nous occuper de la foi et de l'Eglise ».

P.B. : Mais, depuis Mai 68, on assiste à une critique globale de la société bourgeoise qui

amène forcément les chrétiens à critiquer cet élément de la société qu'est leur Eglise.

TS : Il y a une nouveauté intéressante dans la démarche des Chrétiens-Marxistes : rompre avec les interminables discussions préalables sur les rapports entre la foi et le marxisme et affirmer le primat de la pratique politique. Mais ne risque-t-on pas une fuite en avant en pensant que les questions théoriques se résoudre d'elles-mêmes ?

J.C. : Qui dit primat de la pratique ne dit pas pragmatisme. L'efficacité même de notre lutte exige une réflexion et un combat théorique, je n'ose pas dire théologique. Notre journal pourra y contribuer.

T.S. : Quelles sont les relations des Chrétiens-Marxistes avec des mouvements proches du PS ou du PC comme Vie Nouvelle, Témoignage Chrétien etc. ?

J.C. : Ces mouvements ne sont pas homogènes. L'animateur de Vie Nouvelle, P. Warnier, reconnaît que dans son mouvement coexistent une tendance favorable au PS et une tendance révolutionnaire. Chez les chrétiens, les jeux ne sont pas faits.

C.D. : D'autant plus que ces chrétiens en menant des actions sur l'avortement, par exemple, sont amenés à prendre conscience du poids de l'idéologie religieuse et à poser le problème de l'Eglise en termes de classes.

P.B. : Ces relations peuvent beaucoup varier selon les situations locales. Mais en aucun cas il ne faut laisser le monopole de l'action et de l'expression aux chrétiens qui ont choisi la voie réformiste.

Propos recueillis par Thierry GUIDET ■



En décembre 1973, le préfet de la Gironde annonce : « Messieurs les élus, une centrale nucléaire va être installée à Braud et Saint-Louis ». Braud et Saint-Louis est un petit village de 1 041 habitants, sur la rive droite de la Gironde, au nord de Bordeaux et à 70 kilomètres de ROYAN.

L'installation de la centrale se ferait dans d'anciens marais assainis et nécessiterait l'expropriation de 400 hectares si l'on en croit le chiffre avancé par le SYDAM (Syndicat de défense des agriculteurs menacés). Elle comporterait deux tranches : 2 réacteurs de 920 MW (millions de watts) plus 2 autres de 1 400 MW. Ces quatre réacteurs nucléaires seraient de type PWR (réacteur à eau pressurisée) mis au point par Westinghouse. La vapeur aussi produite serait refroidie en pompant, au rythme de 220 m3 par seconde, de l'eau de la Gironde rejetée ensuite avec une élévation de température de 10° à 12°.

L'EDF choisi son site ; le préfet affirme que sa décision ne peut plus être remise en cause... Pourtant, dès juillet 1974, les agricul-

teurs de la région, qui ne comprennent pas qu'on les chasse du jour au lendemain de leurs terres au nom de la nouvelle politique énergétique française « du tout nucléaire » s'organisent et forment le SYDAM.

L'information suit le courant... jusque chez les ostréiculteurs du bassin de Marennes Oleron, peu avant l'ouverture de l'enquête d'utilité publique ouverte du 22 novembre jusqu'au 23 décembre 1974. Un comité contre le danger nucléaire de la presqu'île d'Arvert se constitue, une série de réunions répandaient la nouvelle comme une traînée de poudre. Les résultats de cette « sensibilisation » ne se font pas attendre. Les municipalités de la zone côtière votent des délibérations hostiles ou se prononcent pour un moratoire. Les ostréiculteurs du bassin de Marennes Oleron et les paysans de Braud entrent en contact et unissent leurs forces.

Le 7 décembre, ils occupent la salle à manger du conseiller général de St Ciers Sur Gironde. Un premier meeting de protestation rassemble 1 500 personnes des

des asperges ... au nucléaire

jeunes et des moins jeunes, toutes générations confondues se rassemblent à Braud, le 14 décembre pour protester contre l'installation de la centrale. Les comités contre le danger nucléaire nouvellement créés entre Bordeaux et Marennes mettent en place un collectif pour coordonner l'action et l'information. Ils font même parvenir une bourriche d'huîtres et quelques bouteilles de vin de Braud à Giscard pour qu'il sache bien que la qualité de la vie, ce n'est pas seulement l'affaire du ministre Jarrot.

Entre temps, 30 000 personnes signent une pétition transmise à la commission d'enquête d'utilité publique. Le 20 décembre de Lipkowski, ancien ministre UDR du cabinet Messmer et maire de ROYAN, s'invite même à une réunion du comité de la ville pour dénoncer publiquement « la politique du fait accompli de l'administration » !

Le préfet de Charente-Maritime s'émeut le 15 janvier, à Royan, il réunit, en « privé », les responsables de la pêche, de l'ostréiculture, de l'agriculture, les élus locaux du littoral charentais et des « pontes » de l'EDF. Alertés, les comités invitent le professeur Lebreton (biologiste et ingénieur du CEA) et annoncent que la réunion serait publi-

que et contradictoire. Ils investissent le Palais des Congrès : les responsables de l'EDF bredouillent devant 1 500 auditeurs de vagues assurances écologiques tellement peu rassurantes que plus de la moitié des participants à la réunion officielle organisent une contre-réunion dans un cinéma de la ville. Enfin, le 26 janvier 1975, 3 000 opposants, venant des quatre coins de la Gironde et de la Charente-Maritime chantent à Braud : « Les centrales dans le trou des Halles », et plantent un « arbre de vie », un peuplier de 6 mètres, à l'endroit où des trépins forent le sol pour le compte de l'EDF et entendent l'engagement symbolique des agriculteurs menacés d'expropriation : « nous garderons nos terres ».

Bien sûr, le mouvement populaire qui se développe ne répond pas encore aux questions que posent les militants PSU de ROYAN, engagés dans cette action anti-nucléaire. Comment passer du social au politique ? Mais il faut du temps pour faire prendre conscience aux détracteurs de l'énergie nucléaire que le refus d'accepter ce type de production implique nécessairement la prise du pouvoir par les travailleurs.

Section PSU de Royan, fédération des Charentes ■

pas de tunnel sous la Manche, tant mieux ?

Vu de Calais, l'arrêt des travaux du tunnel sous la Manche n'arrache certes pas des larmes. C'est que, même si les choses ne sont pas si simples au plan économique, global, l'abandon d'une entreprise « poudre aux yeux » pourra contribuer à mieux faire comprendre, sur place, la réalité de la politique du patronat et du pouvoir.

Quand ils ont appris que « le tunnel, c'était fini », les patrons du port de Calais ont sablé le champagne. On les comprend ; ils avaient eu tellement peur que leur petit trafic extrêmement rentable — ne s'arrête — grâce aux taxes perçues sur les transits, la Chambre de Commerce de Calais est l'une des plus riches de France.

Par contre, les capitalistes locaux et la droite dans son ensemble ont crié au coup de poignard dans le dos.

Au café du Commerce : peu de réaction, mises à part quelques flambées de racisme « au moins, on va pas être infesté par les bougnoules » et la résurgence d'une anglophobie toujours en honneur par ici.

Du côté des travailleurs, une certaine indifférence. Il n'y a pas lieu de pavoiser, ne serait-ce qu'en pensent aux ouvriers du chantier réduits au chômage par l'interruption

des travaux ; il n'y a tout de même pas de motifs à se lamenter parce qu'une baudruche vient de crever.

Le tunnel, en effet, c'était l'attrape-nigaud qui, pendant 5 ans, aura permis de faire lanterner la population du littoral. Depuis 5 ans, à chaque requête, à chaque proposition pour relever une économie moribonde, une seule réponse : « Patientez, vous aurez bientôt le tunnel ». Eh allez donc ! Dieu sauve la reine et vive la république. L'avenir s'annonçait paradisiaque.

Le présent, lui n'est pas rose du tout. Calais, avec ses 75 000 habitants, compte 3 200 demandeurs d'emplois et autant d'habitants qui, chaque jour, doivent aller travailler travailler à Dunkerque. Chaque mois est marqué par la fermeture d'une nouvelle entreprise. Calais, c'est une ville sous-équipée dans tous les domaines.

Or, le tunnel n'aurait rien

arrangé. Il aurait servi quelques grands intérêts privés, qui seront d'ailleurs largement indemnisés. Ce ne sera pas le cas des agriculteurs du littoral dont les exploitations ont été gravement endommagées par les travaux.

Calais, déjà mis à l'écart du grand axe industriel régional ne l'aurait été que davantage et n'aurait bénéficié que de manière infime des « retombées » du tunnel. On ne voit pas pourquoi, par exemple, les transitaires y auraient fait halte puisqu'actuellement ils ne le font pas, alors qu'ils sont contraints de traverser la ville pour rejoindre ou quitter le port.

Quant à l'espérance d'une éventuelle implantation industrielle anglaise, elle tient de la candeur. Les patrons anglais désireux de s'installer sur le littoral sont effectivement intéressés par une main d'œuvre à meilleur marché, des avantages fiscaux, la diminution du coût des transports pour les produits vendus sur le continent. Ils ont, de plus, une préférence naturelle à polluer les côtes françaises plutôt que les rives britanniques.

Le tunnel n'aurait rien changé à un tel état d'esprit. C'est pourquoi,

sans épouser — loin s'en faut — la jubilation des patrons du port, l'union locale CFDT n'a pas craint de déclarer : « pas de tunnel, tant mieux ! ». Car, avec ou sans tunnel, la situation reste la même. Simplement, par suite d'illusions savamment entretenues, la population aura été plus facilement démobilisée, de graves retards auront été pris en matière d'urbanisme et d'infrastructures ; aucun moyen de redressement économique n'aura été élaboré.

Maintenant, au moins, les habitants du Calais savent à quoi s'en tenir. On ne peut plus leur cacher qu'ils sont les sacrifiés d'une politique industrialo-portuaire ayant tout mis sur le développement de Dunkerque, que rien par exemple n'a été mis en place pour prendre le relais de l'industrie de la dentelle nageuse prépondérante et aujourd'hui à l'agonie.

On peut encore raconter que Calais est le premier port français pour le nombre de passagers (à votre bonne santé Messieurs de la chambre de Commerce !) que Calais est « la porte de l'Europe ». Pour leur part, les travailleurs calaisiens n'ont plus de doute à avoir : ils sont bel et bien mis à la portée.

Fabrice Clément ■

le conseil national de la CFDT
et la polémique PC-PS

non aux simplifications abusives

C'est un bien étrange conseil national qu'a tenu la CFDT les 23 et 24 janvier.

Prévu à l'origine pour faire le point sur les questions internationales, il les a, en fait, allégrement expédiées : on s'est contenté de vagues considérations générales qui ne gênaient personne. On aurait pu, il est vrai, compter sur les doigts d'une main les participants qui ne pensaient qu'à ça.

Prévu à l'origine pour s'étaler sur trois jours, il n'en a duré que deux. Nombre de délégués ne tenaient nullement à rester coincés dans les locaux de la rue Montholon ce dimanche-là, serait-ce même pour discuter problèmes syndicaux.

Les ordres du jour sont comme les choses de la vie ; ils peuvent être transformés du jour au lendemain.

Encore faut-il en comprendre les raisons : là, inutile de chercher bien loin, un simple regard sur le calendrier suffit ; le congrès du PS n'est pas bien loin et les militants CFDT, membres — anciens ou nouveaux — du parti socialiste, entendent assister aux congrès fédéraux préparatoires dimanche dans leurs régions. La question est trop importante pour ne pas occuper les esprits et influencer sur les débats.

Encore faut-il en comprendre le sens. Ce ripage de l'ordre du jour est-il un succès pour la majorité de la commission exécutive et du bureau national de la CFDT, et pour les principaux dirigeants du PS ? Ce serait aller bien vite en besogne que de répondre par l'affirmative, ou tout au moins sans nuance. Car sur un point fondamental — qui est responsable de la polémique entre le PC et le PS ? — la majorité du conseil national a pris nettement le contre-pied de l'opinion émise antérieurement par la centrale.

Dans une lettre fort remarquable adressée au PC et au PS en novembre dernier, le bureau national de la CFDT faisait en effet entièrement porter sur le PC la responsabilité d'une querelle qui « intervenait à la suite des élections législatives partiel-

les et du congrès extraordinaire du PC »... La même formulation était maintenue dans le projet de résolution générale soumis aux membres du conseil national. Ils n'en ont pas voulu.

Pour les uns, la simplification est vraiment trop abusive ; pour d'autres, la centrale n'a pas à intervenir en tant que telle dans les débats. Pour Roger Briche, permanent de la fédération de la Métallurgie — pourtant très en pointe dans l'opération des Assises — il faut préserver avant tout l'indépendance syndicale. Un délégué du Nord regrette que dorénavant les problèmes politiques prennent le pas sur les questions syndicales. Les responsables de la fédération Hacuitex — hostile à tout regroupement sous la bannière du PS — estiment pour leur part que la polémique recouvre un débat de fond et doit avoir lieu. La fédération de la Santé refuse, elle, que la CFDT joue un rôle d'arbitre.

Par 875 voix contre 594, les membres du conseil national repoussent le texte préparé par la direction confédérale et adoptent un amendement de la région parisienne qui ne fait nulle référence à une quelconque responsabilité communiste dans la polémique. Pour les militants CFDT, le PS n'est pas l'innocente victime du méchant PC.

Ce vote permet en outre de mieux mesurer l'impact réel du PS à l'intérieur de la CFDT. Il indique, à tout le moins, une certaine défiance vis à vis de l'équipe de François Mitterrand et montre que les liens privilégiés entre dirigeants de la CFDT et du PS ne recouvrent pas obligatoirement les engagements de la base. Nombre de militants CFDT, certes, ont adhéré au PS : mais ils l'ont fait sur les bases du CERES.

Ils comprennent parfaitement que le PC ne ménage pas ses reproches au PS et les reprennent même parfois à leur compte ; à la limite, même s'ils les préoccupent, ils ne les gênent pas : ils pensent avoir suffisamment de force et surtout de dynamisme pour gagner le pari qu'ils ont engagé : réformer le PS en profondeur... Ils risquent de revenir bien vite de leurs illusions.

Monique Grima

A l'heure du laitier

Françoise Giroud y était allée de sa petite lettre, belle et émouvante, pleine de promesses (d'éventuelles commandes de l'Etat) demeurées sans suite, bien entendu. Le préfet avait fait miroiter les perspectives alléchantes d'un marché lybien portant sur plusieurs milliards qui auraient permis le redémarrage de l'usine sur de nouvelles bases.

Les promesses n'ont pas manqué, du sous-préfet au préfet, en passant par le ministre Durafour et Mme la secrétaire d'Etat à la condition féminine. Elles n'ont pas empêché les 54 salariés (50 femmes et 4 hommes) des établissements Buda, une entreprise de confection de Toulon, d'avoir le vendredi 17 janvier une surprise fort désagréable. Licenciés depuis le 1^{er} août, ils occupent leur entreprise pour obtenir leurs indemnités et exiger le droit à l'emploi.

Ce jour-là à l'aube, les syndicats de faillite, accompagnés de déménageurs, se pointent à la porte de l'usine bien que la liquidation des biens n'ait pas encore été prononcée. Ils forcent la porte, surprennent les deux ouvrières de garde et entreprennent le déménagement des machines. Les grévistes accourent aussitôt pour s'opposer au départ du camion. Les syndicats, excédés par une résistance qu'ils ne prévoyaient pas, les agressent violemment et blessent quatre d'entre eux ; trois à quatre jours d'incapacité de travail. Mais déjà les militants du comité de soutien sont sur les lieux : le camion contenant le matériel est bloqué devant la porte des ateliers : depuis il est gardé

jour et nuit par les grévistes et les militants du comité de soutien.

Ce n'était d'ailleurs pas la première intervention des syndicats. Il y a quelque temps, un patron se montrait particulièrement intéressé ; il voulait reprendre l'affaire et tout le personnel licencié. Mais alors que l'affaire semble en bonne voie, le syndic décide de mettre en vente aux enchères publiques, le lundi 25 novembre, les stocks de matière première et de vêtements. Pour sauvegarder leurs droits, les travailleurs décident de mettre à l'abri la plus grande partie du stock. La réponse est immédiate. A la requête du syndic et de Vincent Buda, six employés comparaissent le mardi 26 novembre (les choses ne traînent pas) devant le tribunal de grande instance de Toulon et sont condamnés à restituer le stock, à être expulsés de l'usine ; les comptes bancaires de deux d'entre eux sont même bloqués.

Les employés de Buda ont besoin de la solidarité active de tous les travailleurs : ils demandent aux syndicats, aux partis et à leurs groupes de base d'adresser des télégrammes, des lettres, des motions au préfet de Toulon, au ministre du Travail, à Françoise Giroud afin d'exiger des pouvoirs publics qu'une solution, acceptable par les travailleurs, soit trouvée.

Pour informer les grévistes de toutes les initiatives les concernant, écrire : comité de grève, usine Buda, rue de Turenne, St Jean du Var, 83100 Toulon

Section PSU de Toulon ■



Manuest : dossiers récupérés

Leurs dossiers pour les allocations familiales traînaient en longueur : ils n'avaient jamais reçu les pièces qu'ils auraient dû théoriquement avoir entre les mains dès la liquidation des biens de l'entreprise. Les 150 travailleurs de Manuest ont donc décidé de les récupérer eux-mêmes.

L'opération a été décidée en assemblée générale à l'unanimité et, le lundi 27 janvier, ils se sont donc, à 150, emparés des dossiers du syndicat : là où il étaient, c'est-à-dire dans une salle annexe de la mairie de Châte-nois. Le maire, M. Virot, a failli s'étrangler d'indignation : les travailleurs demandaient d'ouvrir la porte. Il a refusé : la porte a été enfoncée. Monsieur le maire a décidé de porter plainte et de rassembler incessamment la population de Châte-nois pour l'informer de ce « coup de force ».

Les travailleurs de Manuest, eux, ont pu enfin remplir leurs dossiers. Comme ils étaient encore incomplets, ils ont déjà décidé d'aller les chercher chez les particuliers qui en détiennent encore quelques uns.

le libéralisme à la Giscard

Des arrestations brutales, des expulsions manu militari... On est loin des déclarations lénifiantes de M. Dijoud sur la bonne volonté du gouvernement vis-à-vis des travailleurs immigrés. Aujourd'hui, au moins, tout le monde sait à quoi s'en tenir. Le gouvernement avait déjà dû céder l'an dernier après la vague de sympathie qu'avaient soulevé les premiers grèves de la faim dans une partie de l'opinion publique ; il ne veut pas recommencer. Il entend

briser net, dès l'origine, la lutte des sans papiers. C'est dire toute l'importance du rassemblement de Montpellier qui regroupera à la mi-février les travailleurs immigrés, les sympathisants et les organisations politiques et syndicales qui les ont soutenus auparavant et au cours duquel de nouvelles perspectives d'action devraient être dégagées.

Un certain Michem...

« Beaucoup de gens — des travailleurs immigrés et aussi des français — commençaient à passer, à tel point que nous avions mis en place des commissions de travail. Une véritable vie collective s'ébauchait : tous les soirs, nous rédigeons un journal de grève où chacun notait les faits marquants de la journée, racontait son arrivée en France, exposait les problèmes qu'il avait rencontrés... »

Cette volonté inlassable d'informer revient sans cesse dans les propos de ceux qui sont restés au 27 rue de Choisy, où des travailleurs immigrés avaient entamé une grève de la faim pour obtenir la régularisation de la situation des immigrés sans carte de travail et l'application de l'arrêt du Conseil d'Etat sur la circulaire Marcellin-Fontanet.

Peu à peu leur ténacité était récompensée : l'annexe de l'église Saint-Hippolyte où ils avaient trouvé refuge devenait un lieu de rencontre et d'expression pour les travailleurs immigrés du 13ème arrondissement.

C'était plus que ne pouvait supporter le très libéral pouvoir giscardien : en envoyant ses cars de police arrêter — sans mandat légal — les grévistes, en expulsant certains d'entre eux, le gouvernement espérait briser net cette volonté de popularisation de la lutte des sans-papiers. Toutes les interventions en leur faveur se heurtèrent alors à un mur de silence. Rien n'y fit, ni les démarches de personnalités de gauche, ni celle d'André Barjonet. En intervenant directement auprès de la présidence de la République, le PSU « a voulu prendre au mot les déclarations de Giscard d'Estaing. La preuve est désormais faite que celui-ci n'a pas la moindre intention de tenir parole ».

Il a finalement fallu trois jours — du vendredi 24 au dimanche suivant — pour apprendre que trois travailleurs tunisiens avaient été expulsés et que le quatrième était à l'hôpital, victime d'« un malaise ». M. de Charette, adjoint de M. Dijoud, avait prévenu la délégation venue le trouver. Il n'était pas question que le gouvernement modifie sa politique de l'immigration.

Pourtant, au 27, rue de Choisy, l'heure n'est pas au découragement. L'expulsion des trois travailleurs tunisiens a certes été un coup dur mais les initiatives se multiplient. Dimanche dernier une lettre de solidarité a été lue dans diverses paroisses de Paris ; une manifestation est prévue pour le samedi 1er février...

Dans la pièce où les militants français ont remplacé, sur les lits de camp, leurs camarades immigrés, un travailleur tunisien aujourd'hui expulsé a tracé au mur quelques mots malhabiles :

« Je suis Michem entré en France le 23.4.73 comme touriste mais c'était pour travailler. Je suis sans papiers. Ecoutez, pour sortir d'une vie pleine de misère, il faut être solide jusqu'à notre succès qui sera indiqué par la loi française : avoir des cartes de séjour, avoir la carte de travail ».

Le logement aussi



Ancien entrepôt transformé en école religieuse, puis cédé à l'association **Accueil et Promotion**, le 60 rue de Charonne n'est certes pas un foyer modèle. Mais les 185 travailleurs qui y résident ne paient que cent francs par mois et les comptes, fièrement affichés au mur, montrent que la gestion est en équilibre.

Pourtant Louis Martinon Maurrel, l'animateur gestionnaire — comme il aime à se définir lui-même — militant du PSU, poursuit depuis le 22 janvier une grève de la faim. Nous sommes allés l'interroger.

TS : Pourquoi cette grève de la faim ?

M.M. : Mon action répond à deux objectifs. D'abord obtenir du fond d'action sociale (le FAS) le remboursement des travaux de rénovation qu'**Accueil et Promotion** a engagés pour parer au plus pressé. Et surtout, étant donné que le foyer doit être démoli, à terme, exiger des pouvoirs publics que les résidents soient relogés à des prix raisonnables, bien sûr, et en évitant la dispersion de la communauté qui s'est créée ici...

TS : Il y a donc une véritable vie collective au 60 rue de Charonne ?

M.M. : Nous avons essayé de

mener une politique d'animation originale respectueuse de l'identité des travailleurs immigrés. Quelques exemples : à la place du self-service, des travailleurs africains cuisinent maintenant des plats pour 4 Frs. Un comité de maison élu par l'assemblée générale des résidents prend en charge les problèmes d'organisation et possède un réel pouvoir de contrôle sur mon travail.

TS : On a souvent reproché aux grèves de la faim leur caractère individuel et suicidaire...

M.M. : J'ai moi-même été longtemps hostile à ce type d'action. Mais à des situations désespérées répondent souvent des solutions désespérées... De toute façon je crois qu'il est indispensable d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur le problème du logement des travailleurs immigrés. Je souhaite vivement que mon action soit épaulée par les syndicats et les partis politiques de gauche. Ils ne l'ont pas fait jusqu'à présent... Enfin pour affirmer le caractère collectif de notre combat, et pour pouvoir continuer mon travail au foyer, je vais être relayé par un autre permanent de **Accueil et Promotion**.

Le 28 janvier, A. Lacroix, prenait la relève de L. Martinon Maurrel au 60 rue de Charonne.

propos recueillis par J.F. Lamy ■



le PSU avec les travailleurs de la CII à Paris

Une très forte délégation des travailleurs de la CII de Toulouse est « montée » à Paris vendredi 24 janvier (voir TS n° 642) pour demander des comptes à M. Durafour : Michel Mousel les a accompagnés au ministère de l'Industrie et a participé, avec Victor Leduc, à une réunion à la Bourse du Travail, l'après-midi.

◆ Ce processus a commencé pendant même la révolution culturelle, en février 1967, avec le lancement de la « Triple Alliance » (cadres réhabilités, armée, « rebelles révolutionnaires ») réalisée dans les comités révolutionnaires. La tendance des Gardes rouges à remettre en cause, non plus seulement les cadres dénoncés comme révisionnistes par Mao et ses partisans, mais l'ensemble des cadres politiques, et par là, les structures même du Parti, mettait en péril celles-ci et le régime tout entier. En proclamant que « 95% des cadres sont bons ou relativement bons », en forçant les rebelles à s'allier avec leurs adversaires, Mao entendait préserver les principes d'organisation de la société bureaucratique chinoise et empêcher que la « révolution culturelle » ne devienne une révolution tout court...

Les circonstances de l'époque donnaient à l'armée un rôle, sinon prépondérant, du moins essentiel dans la « Triple Alliance ». Elle seule put rétablir l'ordre, en éliminant à la fois les opposants de « droite » à Mao et les rebelles un peu trop révolutionnaires dont la manie de « bombarder le quartier général » devenait dangereuse.

Ce rôle fondamental dans la répression du trop plein d'énergies et de revendications libérées par les nécessités de la lutte pour le pouvoir dans le parti risquait de donner à l'armée l'hégémonie sur l'Etat. Ce danger n'était pas immédiat : les cadres supérieurs de l'actuelle armée chinoise sont en même temps des dirigeants politiques issus du PCC et attachés à lui. Mais leur renouvellement, à travers le décès ou l'élimination de nombre d'entre eux, aurait posé le problème d'une indépendance croissante de l'armée, si le parti n'avait pas été remis en ordre et consolidé. L'étendue des attributions de Lin Piao et ses probables ambitions personnelles aggravaient le problème.

un instrument soumis au PCC

Cette question semble provisoirement réglée. L'armée dispose toujours d'un poids important dans le pays — à travers sa participation aux gouvernements locaux — et constitue, comme c'est le cas en URSS — un groupe de pression au sein du parti. Mais la nouvelle constitution en fait un instrument soumis au PCC, à travers l'article 15 qui donne au président du Comité central du Parti le commandement des forces armées. L'accent mis sur le rôle des milices ouvrières et paysannes montre que le parti entend disposer d'un recours, face aux manifestations d'autonomie de certains chefs militaires.

Près de dix ans après le lancement de la « révolution culturelle », la dernière session de l'Assemblée nationale a affirmé pesamment le rôle dirigeant du parti et renforcé ses prérogatives. C'est là le caractère marquant de la nouvelle constitution où l'on peut dire : « le Parti communiste chinois est le noyau dirigeant du peuple chinois tout entier. (...) Le droit et le devoir fondamentaux de tous les ci-

hier la Chine...

La surprise de la classe ouvrière chinoise a dû être fort grande quand, il y a quelques jours, elle a appris que son pays n'était plus une démocratie populaire et que l'Etat chinois était devenu un « Etat socialiste de dictature du prolétariat » !

Une dictature du prolétariat qui est instaurée sans que le prolétariat intervienne d'aucune façon, voilà un phénomène radicalement nouveau, qui offre une perspective ô combien alléchante aux travailleurs du monde entier !

En dehors de cet aspect, dont le caractère pittoresque n'a certainement échappé à personne, la récente session de l'Assemblée nationale chinoise présente un grand intérêt pour les observateurs du régime de Pékin. Elle paraît en effet marquer une nouvelle étape dans le processus de consolidation du Parti communiste et de réintégration du régime chinois dans le cadre du modèle stalinien.



toyens, c'est d'être pour la direction du Parti communiste chinois, pour le régime socialiste, et de se conformer à la Constitution et aux lois de la République populaire de Chine » (article 2). « Le droit et le devoir fondamentaux de tout citoyen est de soutenir la direction du Parti communiste chinois et le régime socialiste, de se conformer à la Constitution et aux lois de la République populaire de Chine » (article 26).

droit égal devoir

Que dire de ces formules qui font d'un droit un devoir ? Toute possibilité d'opposition, d'expression politique divergente est exclue ; l'obligation de soutenir, inconditionnellement la direction du PCC rend, a posteriori, la révolution culturelle inconstitutionnelle...

La nouvelle constitution chinoise expose, d'une manière parfaitement claire, la conception bureaucratique, stalinienne du pouvoir. Le Parti est la source de tout le pouvoir (il commande l'armée, dirige l'Assemblée nationale) et il est l'organe d'exercice du pouvoir. Au nom, bien sûr, du « peuple tout entier » (formule dénoncée comme révisionniste en 1967 et contradictoire avec celle de « l'Etat socialiste de dictature du prolétariat »).

Dans la constitution soviétique, adoptée en 1936, ce n'est qu'à l'article 126 qu'était affirmé le rôle dirigeant du Parti dans les organisations sociales et les organisations d'Etat. La constitution de l'URSS reposait, en effet, sur la fiction du « pouvoir des soviets », c'est-à-dire des conseils de travailleurs. Cette fiction reposait sur une réalité historique, celle de la conquête du pouvoir en 1917 par les soviets, vidés ultérieurement de leur contenu et dépossédés de leur rôle dirigeant par le Parti communiste.

un paravent impossible

En Chine, l'existence d'un tel paravent idéologique (si j'ose dire) n'est pas possible. Au lieu d'une révolution ouvrière urbaine s'étendant ensuite aux campagnes, la Chine a connu une guerre civile remportée par une armée populaire s'appuyant essentiellement sur les masses paysannes et conquérant tardivement les villes. Si la bureaucratie chinoise n'a pas eu à déposséder le prolétariat de son pouvoir, c'est parce qu'il ne l'a jamais exercé... Etouffée dans l'œuf en 1927 (commune de Canton écrasée par le Kuomintang), la révolution prolétarienne chinoise n'a jamais eu lieu.

Nombreux sont encore ceux qui rejettent ces faits et préfèrent discourir sur le droit de grève accordé aux travailleurs chinois — enfin ! et à condition qu'ils ne l'utilisent pas — ou sur la division du travail, plutôt que d'analyser les bases sociales originelles et l'organisation politique du régime chinois. Ceux-là se voient à aller de surprise en surprise, de déception en déception ; la « transparence » de la vie politique chinoise, vantée par la camarade Macchiocci, risque fort de devenir pour eux un épais mystère : sans parler de la politique extérieure...

Pensent-ils que Teng Hsiao Ping, ennemi public n° 2 en 1967, aujourd'hui n° 3 du Parti, a été touché par la grâce, qu'il s'est réhabilité à force d'auto-critique ? La vérité est que la bureaucratie du PCC a besoin de cet homme d'appareil efficace pour mener aujourd'hui la politique dénoncée, il y a 8 ou 9 ans, comme innommable, pour restaurer l'économie chinoise et achever de consolider le Parti.

un bien beau bilan

Une fois la bataille pour le pouvoir dans le Parti menée à bien grâce à l'intervention des masses manipulées par Mao, le Parti a dû être remis en ordre : un nouvelle « élite » bureaucratique s'est constituée. Du groupe dirigeant de la « révolution culturelle », bien peu subsistent aujourd'hui au bureau politique : essentiellement, les trois « Shanghaïens » (Yao Wenyuan, Wang Hong Wen et surtout Chang Ch'un-chiao) qui ont permis à Mao de lancer son offensive contre Liu Shao-Chi. Les autres ont disparu dans la tourmente des épurations successives : emportés par leur élan, ils risquaient de pousser les masses vers des débordements « gauchistes »... Madame Mao (Chiang Ching) est ravalée au rôle d'utilité, tandis que Chou En Lai et son équipe (ancienne et nouvelle) contrôlent fermement la situation.

La « révolution culturelle » n'a modifié ni les structures du PCC, ni son mode de fonctionnement (encore durci : la désignation a officiellement remplacé l'élection — saine prudence...). Elle a souvent secoué la bureaucratie, a entraîné la chute de nombreux dirigeants : mais ils ont été remplacés et la majorité des cadres intermédiaires et inférieurs sont restés en place, surtout dans les campagnes. Elle a amené un certain renouvellement — limité — du personnel politique, sans remettre en cause le système.

Elle a surtout permis à de nombreux travailleurs et étudiants de se faire tuer parfois pour économisme, parfois pour aventurisme, pour défendre ou abattre le révisionnisme, toujours pour appliquer la géniale « pensée-Mao-Tsé-Toung »...

Un bien beau bilan...

François TURQUAN

Kamare no mousme

On ne sait pas si « la dialectique casse des briques », mais elle peut détourner les versions originales. L'équipe « situationniste » qui est à l'origine des livres sur la Chine commentés ci-dessous s'est chargée des sous-titres du film *Les Filles de Kamaré*, dit encore *Une petite culotte pour l'été*. Nous avons donc droit à une cuisine orientale épicée de sexe et de violence, juste ce qu'il faut pour faire passer le discours politique.

Puisque détournement de version originale il y a, le sous-titre n'a naturellement rien à voir avec le dialogue réel. « Enfin du cul subversif sans alibi artistique » proclamait hautement le projet d'affiche. Le résultat est percutant. Tant et si bien que le visa d'exploitation avait été refusé par la commission de contrôle qui proposait l'interdiction pure et simple. Proposition heureusement rejetée par les bureaucrates du secrétariat d'Etat à la culture.

La commission se venge basement : le film est sorti depuis le 11 décembre au studio Galande à Paris, mais sans affiche. « Alors que tant de lingerie s'étale dans les publicités des grands magasins, il faut croire que les employés de M. Fauvet (*Le Monde*) et de M. d'Ormesson (*Le Figaro*) n'ont pas surmonté la charge érotique des sous-vêtements en coton blanc » déclare l'association pour l'abolition de la censure et la restauration des intérêts cinématographiques du prolétariat. Cette association, au but si vénérable, villipende aussi les deux représentants les plus en vue d'une presse qui, en dehors de *Charlie-Hebdo*, s'est manifestée par une parfaite hypocrisie : souvent les pavés publicitaires ont été amputés ou de la culotte ou du slogan.

Quant au film, il y est question d'une prison de femmes autogérée (en fait, une simple pension) où l'on déclare qu'on aura toujours besoin de militants PSU, même dans cette société idéale. Raison de plus pour cesser ses affaires et aller voir et soutenir un film qui, en dehors de ce qu'il raconte, a sa propre histoire. ■



履历表汇编

Valcuis par la révolution culturelle et réhabilités par la suite.

deux livres : « ombres » et « Révo »

La publication, par l'équipe de la « Bibliothèque Asiatique », (chez 10 / 18), de deux ouvrages sur la Chine actuelle a déclenché un très beau concert de lazzi et d'imprécations. De *Libération* au *Figaro*, en passant par le *Monde Diplomatique*, tout le monde y a été de sa petite insulte. Seul *Charlie-Hebdo*... Mais *Charlie-Hebdo* n'est pas un journal politique !

Cette équipe avait déjà, il y a trois ans, fait paraître le livre de Simon Leys, « *Les Habits neufs du Président Mao* », première étude à la fois sérieuse et documentée parue en français sur la Révolution culturelle. Elle récidive avec « *Ombres Chinoises* » (1) du même Simon Leys, sorte de carnet d'impressions sur la Chine de 1972. A la différence de nombreux voyageurs « amis de la

Chine », Leys parle le chinois et connaît la Chine...

Si l'on peut regretter le caractère impressionniste, un peu décousu, du livre, un certain sentimentalisme et la part trop belle faite au sort des œuvres d'art, « *Ombres Chinoises* » n'en reste pas moins le meilleur témoignage existant en France sur la Chine actuelle. Son analyse pénétrante et décapante du comportement et des mœurs bureaucratiques, sa remise en cause permanente (ininterrompue, dirait Mao) des âneries et des flagorneries énoncées sur la Chine par les sinomanes et autres maophiles, à travers des mises au point sur mille petits faits, font de son livre un instrument vivant de connaissance de la Chine. Un passage sur les devoirs du bureaucrate vaut à lui seul l'achat du livre. On peut regretter qu'il n'y ait pas eu un Simon Leys, visitant l'URSS en 1936...

« *Révo-Cul dans la Chine Pop* » (1) est une anthologie de textes du PCC, de bulletins des Gardes rouges publiée pendant la GRCP (comme dirait un maoïste de mes amis). La plupart de ces textes sont inédits en français. Les commentaires qui les accompagnent les replacent dans le cours de l'évolution historique de la révolution culturelle : très bien documentés, ils pêchent par un recours excessif à la polémique (il est vrai que l'hystérie maoïste...). Les textes sont passionnants. Ils montrent comment la révolution culturelle a été l'occasion pour les travailleurs et les jeunes révolutionnaires d'exprimer leurs aspirations, leur volonté de liquider les tares bureaucratiques de la société chinoise. Journaux muraux écrits par les prolétaires « avec leur sang et leurs larmes », journal d'un homme interné sur son opposition à Liu Shao Ch'i : la réalité vivante du

régime chinois (d'avant 1966 bien entendu !) est mise à nu.

« *Révo-Cul* » permet surtout de retracer les affrontements, parfois sanglants, souvent confus qui ont eu lieu en 1966-68, et où partisans et adversaires du groupe Mao se sont heurtés, en manipulant et en mobilisant les masses à grands coups d'idéologie et... de promesses matérielles. Ce livre montre enfin la lente prise de conscience, par certains Gardes rouges, du véritable enjeu, du but profond de leur lutte. Prise de conscience aussitôt réprimée, bientôt étouffée, par la bureaucratie...

Et si, après avoir lu ces deux livres vous retournez aux Bouc et autre Daubier, alors...

F.T. ■

(1) : En vente à la Librairie SYROS.



(Petite histoire des forfaits de Deng Hsia-ping — au Teng-Hsiao-ping — publiée en 1966 par les Gardes rouges) (Extraits tirés de Révo. Cul. dans la Chine Pop.)

1 904 : Deng naît dans une famille de propriétaires fonciers cruels et tyranniques du district de Guang'an, province du Sichuan.

Dès sa plus tendre enfance Deng le brigand est choyé et dorloté. Il ne manque jamais ni de vêtements, ni de nourri-

certains l'appellent Teng...

ture ; tout ce qu'il sait faire, c'est jouer ; ô oisiveté !

1 919 : Cette crapule a alors 15 ou 16 ans. Il connaît un petit groupe de jeunes qui s'intéressent aux affaires de l'Etat. Désireux d'aller en Occident voir un peu comment c'est, il l'utilise pour parvenir à ses fins. Il rentre alors par ruse à l'Ecole préparatoire pour la France de Chongqing.

1 921 : Le bandit Deng habite Montargis, en France, où, employé dans une usine de chaussures en caoutchouc, il pratique le système mi-étude-mi-travail. Il est tellement dévoré par l'ambition que certains de ses camarades ne peuvent pas le voir. Pour s'attirer les bonnes grâces de tous, il ne trouve rien de mieux que d'aider à faire la cuisine.

1 925 : A la suite d'un semblant de progrès il parvient à s'infiltrer dans le Parti communiste chinois ; peu après, il part à Moscou étudier à l'Université d'Orient.

1 931-1 932 : Il se rend au Jiangxi à la tête d'une petite troupe en vue de réorganisation et de repos. Malheureusement l'ennemi attaque alors de toutes parts. Voyant que les choses tournent mal et désireux de sauver sa peau, il s'enfuit à Shanghai sous le prétexte d'un rapport à faire devant le Comité central. Il a fui en toute hâte, sans avertir personne, ne laissant qu'une lettre.

1 945 : Au cours du VIIe Congrès du Parti, il escroque les membres du secrétariat du Comité central.

1 947 : Devenu secrétaire du bureau de la Chine du Nord, il applique dans les zones nouvellement libérées une politique économique de « gauche » en apparence, mais de droite en réalité et commet de multiples fautes de travail.

1 949 : Après la libération de Shanghai et de Nankin, il devient premier secrétaire du bureau de Chine orientale. Il ne s'attaque à la bourgeoisie

qu'avec des « obus enrobés de sucre » et, tournant résolument le dos à la ligne révolutionnaire du Président Mao, il campe sur des positions bourgeoises.

1 952 : Il s'empare d'un poste de vice-président du Conseil des affaires d'Etat.

1960-1962 : Son opposition au Président Mao atteint alors des proportions délirantes. Parlant du problème des cadres, il pointe son épée vers le Président, vociférant ouvertement : « Les vieux, ça ne colle pas ; il ne faut pas occuper les W.-C. quand on est constipé, il faut descendre du trône, il faut céder la place. C'est pas la peine d'exhiber ses vieux titres... »

1 963 : Plusieurs années auparavant, Deng-le bandit avait déjà énormément vanté Krouchtchev et combattu rageusement Staline. »

Etc... Eh bien ! C'est ça, l'actuel n° 3 du P.C.C. !

Universités :

Soisson « rationalise »...

Encore une réforme à l'Education nationale ! Faure, Guichard, Fontanet... et maintenant la trinité : Lesur-Haby-Soisson. La voilà enfin cette fameuse refonte d'ensemble du système scolaire : de la maternelle aux facultés tout est repensé, réorganisé dans un souci de rationalité et d'efficacité. Bref le changement... dans la continuité. Notre dynamique secrétaire aux Universités ne veut pas être de reste ; il travaille à un double projet de réforme : sur l'organisation de l'enseignement universitaire et sur les conditions de l'aide aux étudiants.

un barrage

Trop d'étudiants, une formation inappropriée, bref le chômage assuré pour un grand nombre au sortir de la faculté. L'enseignement universitaire français coûte cher et ne remplit pas son rôle ; les étudiants reçoivent une formation trop longue qui ne correspond pas aux besoins en main-d'œuvre du patronat. Il faut changer tout ça ! L'objectif de Soisson est clair : rationaliser l'université pour qu'elle forme à tous les niveaux le nombre d'étudiants dont a besoin le patronat.

De la maternelle à l'Université les études s'organisent en cycles successifs de deux ans. Tous les deux ans donc, on ménage un

par exemple) qui donnent à l'étudiant une spécialisation suffisante pour un premier emploi ; les maîtrises spécialisées, sanctionnent une formation plus générale dans une discipline déterminée.

Le troisième cycle, enfin, est réservé à « l'élite » des étudiants de second cycle ; il forme le petit nombre de chercheurs et d'enseignants du supérieur.

L'essentiel est de se rappeler comme le souligne une circulaire ministérielle que « l'accès à chacun des trois cycles doit être conçu en fonction des possibilités que peut révéler l'étude du marché de l'emploi », spécialement pour les maîtrises à finalité professionnelle dont l'une des caractéristiques principales réside dans la définition des programmes en liaison avec les représentants des professions concernées.

L'Etat subventionne les facultés en fonction du nombre d'étudiants qu'elles attirent. Il leur faut donc recruter au maximum sans pour autant abandonner la sélection, car elle seule garantit la valeur du diplôme. De plus en plus, pour suppléer à l'insuffisance des crédits publics, les universités passent des contrats avec les entreprises. Hachette et Publicis avaient proposé à Censier (Paris 11) de leur assurer la formation du personnel d'enca-

l'organisation des études... Rue de Grenelle, on appelle ça « la vocation régionale » des universités. C'est ingénieux ! On diminue les coûts de formation, et — dans le même temps — on place cette formation sous contrôle des patrons...

du raffinement

En fait, les réformes mises au point par Soisson sont incomplètes : manque encore la nouvelle mouture du « Centre de Formation des Maîtrises », déjà lancée, puis retirée à deux reprises, avec le maintien des deux concours de recrutement pour le deuxième degré : CAPES et agrégation. Elles ne sont pas non plus globales : il s'agit bien plus, pour les universités d'utiliser et de perfectionner ce qui a déjà été réalisé par Faure, Guichard et Fontanet ! Et les universitaires ont eu à fixer et choisir en fin d'année 1974 les formations de recherche valant pour le troisième cycle, chacun supputant les meilleures chances de reconnaissance de son projet... Statut des universités, mises en place de l'autonomie et de la concurrence : il n'y a plus qu'à raffiner en poussant à l'autonomie financière complète. La nouvelle carte de régionalisation des universités devrait le permettre : sept régions — comme pour l'armée ! — la détermination des « débouchés », c'est-à-dire des besoins du patronat, devrait être facilitée de même que la diversification et la concurrence inter-universités !

Soisson présente également une réforme de l'aide aux étudiants. D'abord il augmente l'aide directe. Le montant moyen des bourses s'élevait à 2 455 F par an en 1968-69, à 2 132 F par an en 1972-73. Le ministre s'accorde qu'une majoration de 504 F qui rattrape à peine le coût de la vie. De plus, il diminue le nombre des boursiers. Alors que la population étudiante augmente de 3%, la proportion de boursiers tombe de 19,16% à 15,39%. Quant à l'aide indirecte, elle diminue. C'est une question de symétrie. Le budget du CROUS (œuvres universitaires) ne prévoit pour 1975 qu'une hausse de 9,8% : or le taux d'inflation pour l'année à venir risque bien d'être supérieur aux 9,8% prévus. Il ne s'agira donc plus d'une augmentation, mais d'une réduction de crédits. Les étudiants paient déjà plus cher le restaurant universitaire et les loyers en résidence, sans pour autant que les travailleurs de ces services bénéficient de hausses de salaire.

Une fois le CROUS redevenu rentable, il sera question de le privatiser. Ne voit-on pas déjà sur les campus des cafeterias qui appartiennent au secteur privé ? Il paraît que Jacques Borel reprendrait l'ensemble des restaurants universitaires. Par voie de conséquence on peut prévoir des licenciements de personnel en grand nombre (aucun emploi n'est titularisé).

Rien ne va plus donc, faites vos jeux : la pagaille et l'inefficacité coûteuses, notre secrétaire d'Etat aux universités n'en veut plus ; il mise tout sur une formation directement rentable et soumise au contrôle des patrons. C'est au mouvement étudiant de jouer !

Hélène MATHIEU et Antoine BOUR ■

* Un prochain article examinera les réponses que le mouvement étudiant peut apporter à la politique Soisson.



barrage sélectif pour orienter vers la production les étudiants dont le patronat n'estime pas nécessaire de poursuivre la formation.

Le premier cycle de deux ans est sanctionné par un diplôme (l'actuel DEUG), imposé par la dernière réforme universitaire attestant que l'étudiant a reçu une formation générale de base dans une discipline : droit, sciences économiques, administration, lettres, etc... C'est ce DEUG que le ministre veut rebaptiser « licence » pour le rendre plus attrayant. La majorité des « licenciés » n'est pas préparée à un métier, ni destinée à poursuivre des études supérieures ; elle constitue la masse des travailleurs que le système emploie dans le secteur tertiaire. En fonction des besoins en étudiants mieux formés quelques heureux élus, « les plus doués », auront accès au 2ème cycle.

Le second cycle propose deux types de maîtrise afin de faire les cadres moyens du système. Les maîtrises à finalité professionnelle (maîtrises sciences et techniques, ou maîtrise science et pédagogie à Villetaneuse,

drement, moyennant des sommes importantes ; le conseil avait refusé, le referait-il aujourd'hui ?

la loi du marché

A Villetaneuse, le conseil a décidé la création de « maîtrises sciences et techniques » et « science et pédagogie », soit un enseignement de second cycle très lourd, incompatible avec un travail salarié mais qui doit en principe éviter le chômage en fin d'études. Or à Saint-Denis, par exemple, sur une promotion « MST matériaux » de 22, deux seulement ont trouvé un emploi. Pour Villetaneuse, cette année pour la plupart des facs l'an prochain, le projet Soisson signifie que chaque université devra faire sa cour au patronat pour obtenir des crédits. De là à se laisser dicter sa politique d'enseignement, il n'y a qu'un pas. Pourtant malgré le ministère, les patrons sont encore peu actifs dans les conseils de gestion des facultés, ils se méfient de la pagaille universitaire. Mais gare ! Voici venir les temps où le patronat local, directement impliqué dans le conseil, y contrôlera à la fois le contenu et

l'offensive contre la médecine de classe :

leur ordre et le nôtre

un week-end pour la santé

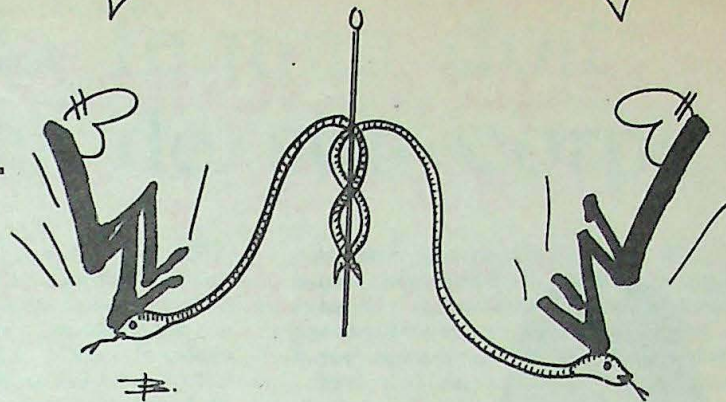
Cent militants venus de toute la France ont participé samedi 25 et dimanche 26 janvier au stage du secteur Santé-Social PSU. L'objet de ces journées était d'actualiser le programme « santé » du PSU : face aux manoeuvres démagogiques du pouvoir (loi sur l'avortement, loi au sujet des handicapés, projet sur les travailleurs sociaux, « humanisation » des hôpitaux...) les militants ont fait une analyse critique de la santé en régime capitaliste. Ils ont défini les axes de lutte actuels et précisé les éléments d'un programme global de santé dont l'étude va se poursuivre à travers tout le parti dans les mois qui viennent.

Les thèmes abordés au cours de ce premier week-end de travail ont été les suivants :

- éducation sanitaire et prévention ;
- le médicament et les trusts pharmaceutiques ;
- les hôpitaux ;
- les travailleurs en formation ;
- la médecine libérale et le conseil de l'Ordre ;
- la psychanalyse ;
- la sécurité sociale ;
- le travail social.

Le travail de ces deux jours a permis de préciser le contenu du mot d'ordre de contrôle populaire sur la santé, et la participation active des militants aux luttes en cours sur ce secteur : non à la médecine de classe, oui à la prise en charge de la santé par les travailleurs eux-mêmes. Dans cette optique, les actions prioritaires à mener concernent la prévention, le cadre de vie, les conditions de travail... Dans le domaine de la santé comme ailleurs, il faut lutter contre le plan d'austérité.

écrasons le serpent de l'ordre !



Le secteur Santé-PSU estime nécessaire d'amplifier la lutte contre le Conseil de l'Ordre des Médecins, concrétisée par un certain nombre d'initiatives récentes.

Quels sont les enjeux ? Créé par le gouvernement de Vichy et imposé à l'ensemble des médecins, le Conseil de l'Ordre ne s'est manifesté jusque là que par des prises de positions contraires à l'intérêt des travailleurs :

- refus obstiné de la politique de conventionnement et maintenant soutien au dépassement des honoraires, ce qui renforce la division entre une médecine de riches et une médecine de pauvres ;
- attitude négative vis-à-vis d'une médecine préventive réelle ;
- refus de la prise en charge de la contraception en 1962 comme en 1967 (Neuwirth) ;
- prise de position contre l'avortement ;
- établissement de contrats-types destinés à la mise en place d'une police sanitaire patronale autorisant une médecine contraire à la protection de la santé des travailleurs (cf Sécurité).

Heureusement, ses dernières prises de position au sujet de l'avortement, ont commencé à le démasquer et le ridiculiser devant l'opinion publique. Mais le Conseil de l'ordre n'est

pas mort pour autant et la tentation est grande pour le pouvoir et la bourgeoisie moderniste de remplacer cette vieille structure branlante par un nouveau Conseil de l'Ordre « style Giscard », plus technocratique, qui continuerait en fait à maintenir le pouvoir d'une nouvelle élite sur l'ensemble des Médecins et imposerait par là son propre ordre moral.

Or les médecins n'ont pas à répondre de leurs actes devant une quelconque aristocratie médicale coupée de la réalité quotidienne des travailleurs. Les médecins sont totalement et uniquement responsables devant les usagers de la médecine dans leur ensemble. La médecine n'est pas une activité autonome, en dehors de la société, comme le Conseil de l'Ordre tend à la faire croire avec sa juridiction propre. La justice doit être la même pour tous. Comme les autres institutions, la médecine est traversée par les contradictions qui opposent les classes sociales.

Cette offensive contre le Conseil de l'Ordre doit être l'occasion de poser publiquement avec les travailleurs les questions suivantes : quelle organisation de Santé voulons-nous ? quel contrôle populaire exercer sur les techniciens de Santé ? quelles mesures prendre pour une Médecine au service des travailleurs ?

l'ordre jugé et accusé par deux médecins lyonnais

Dépouillé, tronqué, le projet de loi délégalisant l'avortement a été malgré tout adopté par le Parlement et constitue enfin une première victoire pour les femmes. Mais l'ordre des médecins, quant à lui, a tenté par tous les moyens de faire échouer ce projet. Il n'a pas réussi, et règle aujourd'hui ses comptes. Il s'en prend à deux médecins lyonnais, Debout et Balzet, militants à « Choisir-Lyon-MIac », qu'ils menacent de sanctions pour leur refus de payer leurs cotisations.

T.S. a interviewé un de ces médecins.

● TS : Pourquoi avez-vous refusé de payer vos cotisations ?

● D. : Par négligence tout d'abord. D'autres médecins sont sans doute dans notre cas. Et puis aussi parce que nous refusons de cotiser pour une institution qui s'est toujours opposée au pro-

grès social. N'oublions pas que l'Ordre est issu du régime de Vichy et qu'il a toujours appuyé les mesures des gouvernements en place. C'est vrai aujourd'hui de la manière dont s'exerce la médecine du travail : les travailleurs de Pennaroya s'étaient mis en grève en raison de conditions d'hygiène et de sécurité insuffisantes, et l'Ordre s'était tû. Il a aussi tenté de s'opposer à la création de la Sécurité sociale, puis à la contraception et à l'avortement.

TS : quelle est la composition de l'ordre des Médecins et quel est son rôle ?

● D. : L'Ordre des médecins se compose d'un conseil national de 38 membres élus pour 6 ans par les conseillers régionaux. Les conseillers régionaux sont élus par les conseillers départementaux dont les attributions sont essentiellement disciplinaires.

Les membres des conseils départementaux quant à eux, n'ont qu'un rôle administratif (perception des caducées, enquête sur les médecins fautifs). A titre d'exemple le secrétaire général du conseil national est inamovible depuis 1956. Comme on le voit, le pouvoir médical appartient aux mandarins. La base n'a aucun moyen d'intervenir.

Elu par un tiers du corps médical seulement, il n'est en aucune manière représentatif et bloque toute coordination interne à la profession. L'ordre mène aujourd'hui son dernier combat. La pression qu'il a exercé sur les députés lors des débats sur l'interruption de la grossesse est inqualifiable. Non seulement il faut le dépoussiérer, mais refuser ce qu'il représente : une médecine libérale basée sur le profit, la tutelle de l'industrie pharmaceutique, la privatisation des soins. Pourquoi s'attaquer à cette vieil-

le forteresse ? Elle peut sévir et sanctionner à tout moment, comme porte-parole d'un corps auprès de qui elle a pourtant perdu une grande part de sa crédibilité. Nous nous battons pour que puisse exister une réelle confrontation à l'intérieur d'une structure où les médecins puissent se reconnaître véritablement. La brèche est aujourd'hui ouverte.

● TS : Ne pensez-vous pas que ces sanctions sont pour l'Ordre un bon prétexte pour éliminer les éléments qu'il considère comme « dangereux » ?

● D. : Nous nous sommes toujours opposés à la pratique développée par l'Ordre ; nous l'avons dit très tôt, par exemple à l'occasion du manifeste des 300 médecins pour l'avortement, et nous n'avons pas hésité à démontrer qu'une autre pratique de la médecine était possible. Une médecine qui ne serait plus de classe, nous l'avons prouvé en pratiquant des avortements sur Lyon. Des éléments « dangereux » peut-être ; la réaction immédiate de l'Ordre le montre en tout cas.

Propos recueillis par Véronique GAGES ■

Pourquoi Geneviève Petiot (militante) n'ira pas prendre le thé chez Françoise Giroud (ministre).

Madame,

Vous m'avez invitée à participer, à titre d'« expert », au travail des commissions mises en place par le Comité National d'Organisation pour l'Année Internationale de la Femme. Votre invitation fait état de « l'importante accordée par le Président de la République à la pleine intégration des Françaises à l'effort collectif de développement économique, social et culturel de la nation. »

Ma participation à l'une de ces commissions signifierait donc l'adhésion à cette politique et la reconnaissance de la justesse des objectifs ainsi définis. Il ne peut en être question, et cela pour deux motifs principaux.

S'il s'agit, en effet, de permettre aux femmes d'être reconnues à part entière dans la société, l'expérience nous a appris que le changement ne pouvait pas être octroyé, mais conquis par la lutte, et ensuite seulement sanctionné, dans le meilleur des cas, par le législateur.

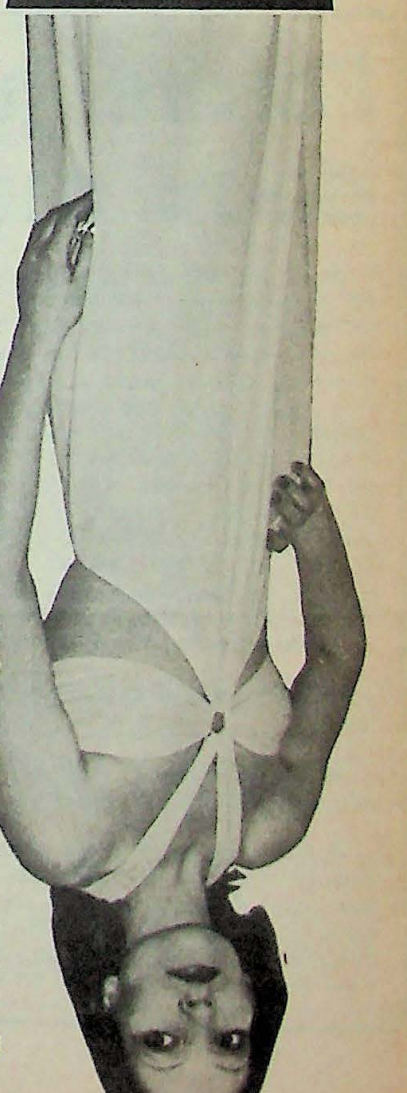
Depuis plusieurs années, le mouvement des femmes a su se faire reconnaître par l'importance des problèmes qu'il a posés, par les actions extra légales — et justes — qu'il a su animer (droit à la maternité volontaire et à l'information sexuelle, droit à la contraception, à l'avortement libre pratiqué en milieu médical et remboursé, droit à l'emploi, etc...). Ainsi le vote de la loi sur l'avortement n'est-il que la conséquence du rapport de forces imposé par la lutte des femmes ; jusqu'alors les gouvernements auxquels participaient aussi bien l'actuel Président de la République que de nombreux membres du gouvernement Chirac, ainsi que la majorité parlementaire ne semblaient guère gênés par la loi de 1920. Son abrogation est une victoire arrachée par les femmes et ceux qui les ont soutenues.

Par leur action, les femmes ne contribuent pas seulement à leur propre libération, mais aussi à l'avènement d'une autre société où les hommes comme les femmes deviennent maîtres de leur destin ; une société qui porte une autre forme de « développement économique, social et culturel » que celle que nous connaissons, tout entière tournée vers le profit maximum dont l'esclavage féminin constitue un moteur essentiel. Par delà les déclarations du Président de la République et vos propres intentions, vous êtes membre d'un gouvernement de droite au service de cette société de profit. Les femmes n'échappent pas aux antagonismes de classe, bien au contraire : vous n'avez certainement jamais imaginé que les intérêts de la directrice de l'Express coïncidaient avec ceux d'une femme de ménage de la rue de Berri. Intégrer les femmes à la société actuelle, c'est une politique ; ce n'est pas la nôtre.

Vous comprendrez dans ces conditions que je décline votre proposition. Ce refus, de caractère politique, ne m'engage pas seulement en tant qu'individu — femme —, mais en tant que militante d'un parti politique ; c'est après avoir discuté avec mes camarades du P.S.U. que je vous fait part de ma réponse, qui est aussi une réponse collective et unanime.

Je vous prie de croire, Madame, à l'expression de mes sentiments distingués.

Geneviève PETIOT ■



avortement :

une bataille à l'italienne

La répression est engagée en Italie contre les militants des mouvements italiens pour la liberté de contraception et d'avortement, contre les femmes qui se sont fait avorter et les responsables des organisations politiques qui les soutiennent. G. Spadaccia, vice-président du parti radical italien, a été arrêté pour « incitation et soutien à associations de malfaiteurs ». Plusieurs médecins et femmes ont également été arrêtés ou inculpés pour complicité.

La présidente du CISA (Centre d'Information pour la Stérilisation et l'Avortement), Adèle Faccio, se trouvait dernièrement à Paris dans le but d'entreprendre une série de conférences dans les principales capitales d'Europe sur le mouvement italien de libération des femmes et plus particulièrement sur la nécessité de la libération de l'avortement en Italie. Apprenant les arrestations de Florence et sa propre inculpation, elle a donné en compagnie de M. Panella, secrétaire du Parti radical italien, une conférence de presse à laquelle le PSU, le MLAC et le Planning familial ont participé.

Un important congrès, prévu depuis longtemps, déjà s'est tenu à Rome les 24, 25 et 26 janvier. Il était organisé sur le plan national par le parti radical italien et le MLD (Mouvement féminin du parti radical). A la suite de ces événements, ce congrès s'est transformé en une vaste manifestation internationale pour l'avortement et contre la répression.

La solidarité internationale d'organisations et de différents mouvements s'est largement manifestée à cette occasion. Etaient représentées officiellement : Angleterre, Belgique, Allemagne. Pour la France : PSU, MLAC, Planning, GIS, MLF, Ligue des Droits de la Femme.

Des manifestations féminines importantes se sont déroulées dans différentes villes d'Italie, la semaine précédant le congrès, regroupant notamment 10 000 femmes à Milan. Des heurts violents ont eu lieu avec la police dans certaines villes. C'est donc dans un climat de lutte que le congrès s'est ouvert. Les différents orateurs inscrits ont abordé les problèmes de l'avortement sous l'angle traditionnel, mais aussi, politique, juridique, sociologique, en insistant sur la prise de conscience politique des femmes et leur révolte actuelle. La situation est très particulière en Italie pour les femmes, victimes permanentes d'une domination masculine légitimée par le Vatican et par les lois fascistes encore en vigueur.

désobéissance civile

Jusqu'à présent, seuls les mouvements d'extrême-gauche avaient depuis longtemps pris en compte les problèmes relatifs à la libération des femmes. A la suite du succès du référendum sur le divorce dont il était l'instigateur, le parti radical italien s'est engagé dans la campagne pour la libération de l'avortement et l'abolition de la loi fasciste existante. Maintenant, le parti socialiste italien a déposé un nouveau projet de loi. La lutte est engagée à la fois au Parlement et à travers une vaste campagne « de désobéissance civile » qui se traduit par la pratique des avortements et l'ouverture de « cliniques du peuple » en Italie.

maguy GUILLIEN ■

Au congrès de Rome :

« la femme doit décider de son corps »

Comme membre du bureau national du PSU, comme militante du secteur « Femmes » de notre parti, je tiens à vous assurer de notre soutien dans la lutte que vous avez entreprise pour la libération de l'avortement. Nous protestons contre la répression archaïque qui s'est abattue sur les médecins et les femmes emprisonnés dans votre pays. Nous sommes toutes solidaires dans le monde pour renforcer le mouvement de Libération des femmes. Cette lutte pour la liberté de la contraception et de l'avortement, dépasse le cadre d'une lutte pour obtenir moins d'inégalités et contre l'oppression d'une idéologie périmée. Elle est contenue dans la lutte des classes, elle va

convaincre nos camarades masculins, et cela nous a obligé à prendre la parole, à approfondir entre nous et avec les autres mouvements féminins un débat théorique sur la question. Actuellement notre ligne est en accord profond avec celle de notre parti : la femme seule doit décider de son corps, de sa maternité ; elle doit seule décider de son rôle au sein du couple et de la famille, du combat qu'elle mène sur les lieux de travail et pour sa libération.

Nos luttes se mènent à présent, sur l'entreprise, les syndicats, dans les campagnes, à l'armée, à l'école, dans les hôpitaux, avec beaucoup d'au-



La famille italienne : du plomb dans l'aile, avec le droit au divorce et la bataille pour l'avortement.

dans le sens de l'abolition, de l'exploitation de l'homme par l'homme. Elle sera le début d'une libération totale de la femme, non plus considérée comme reproductrice de force de travail, mais comme être à part entière.

Toutes les forces qui se réclament du socialisme doivent se joindre à nous pour faire aboutir notre combat ; c'est ainsi que notre parti, qui a défini sa stratégie sur l'axe du contrôle ouvrier pour aboutir à l'instauration du pouvoir des travailleurs par le socialisme autogestionnaire, a pris position dès le début des luttes de femmes en France.

Nous avons participé activement aux actions des mouvements de masse tel que le Planning, Choisir et surtout le MLAC. Parallèlement nous avons mené le débat politique sur la question féminine au sein de notre parti : il a fallu

très militantes de la gauche et de l'extrême-gauche. Notre rôle est de sceller l'unité populaire qui seule permettra un rapport de forces capable de renverser le pouvoir bourgeois et d'instaurer une transition vers le socialisme, nous soutiendrons un gouvernement de gauche mais notre rôle sera de mettre en place un véritable pouvoir des travailleurs dans les quartiers, dans les usines, dans les villages ce pouvoir sera le début de l'instauration des conseils ouvriers et paysans.

Les femmes seront alors à même d'exercer dans ces organismes de double pouvoir, le pouvoir qu'elles auront acquis dans les luttes de contrôle populaire. Notre action se résume ainsi, contrôler aujourd'hui pour décider demain.

Intervention de la déléguée du PSU au congrès du Parti radical italien ■

L'arrestation d'Adèle Faccio

Belle et émouvante fin de congrès : l'arrestation d'Adèle Faccio, présidente de Centre d'Information pour la stérilisation et l'avortement, une organisation très liée au Parti radical. Adèle Faccio faisait une tournée de conférences en France lorsqu'elle a appris qu'un mandat d'arrêt était lancé contre elle. En retournant en Italie pour participer au congrès sur l'avortement, elle savait donc à quoi elle s'exposait.

Les choses se sont passées ainsi : le chef du bureau politique de la préfecture de police de Rome est entré dans l'enceinte du congrès, avec six inspecteurs en civil ; il s'est approché de la tribune où parlait Adèle Faccio. Tumulte,

cris, 4 000 personnes debout, qui crient : « Nous sommes toutes coupables ! Nous avons toutes avorté ou fait avorter ». Refusant de suivre le chef des policiers, Adèle a lu le texte de son mandat d'arrêt au micro : « Association de malfaiteurs ; incitation à l'avortement ». Et elle commente pour la salle : « Il aurait suffi de me demander depuis longtemps de venir témoigner de mes activités ; je l'aurais fait tranquillement et sans peur ». Des femmes sont alors montées à la tribune pour embrasser Adèle Faccio avant qu'elle ne se laisse emmener par les policiers. Cris et injures ont accompagné cette arrestation émouvante et spectaculaire. ■

Portugal :

du bon usage des élections

La situation au Portugal semble se tendre davantage chaque jour et l'on voit déjà la presse présenter l'image d'un pays livré aux forces démoniaques de la révolution où gauchistes et communistes détruisent, chacun à leur façon bien sûr, la liberté (avec un grand L). Mieux le PS est du côté des défenseurs de la liberté. Voilà donc un argument supplémentaire enfoncé dans le coin de l'Union de la gauche en France.

En réalité on oublie volontairement beaucoup de choses dans ce qui se passe au Portugal aujourd'hui. L'enjeu des tensions actuelles est de savoir d'abord si les élections prévues pour le printemps auront bien lieu et si oui, dans quel contexte.

En effet, il est bien évident que le contexte électoral après quarante-sept ans de fascisme est particulièrement défavorable aux forces de gauche et d'extrême gauche : celles-ci, totalement étouffées, n'ont pas eu le temps depuis neuf mois de rattraper le temps perdu, en particulier dans les campagnes. D'autre part, en termes de moyens financiers, ces forces n'ont évidemment pas les moyens de mener une campagne électorale puissante alors qu'en face, pour la droite (camouflée en Centre, bien sûr) et même pour le PS, l'argent manquera moins... Enfin, et surtout la mainmise de la bourgeoisie sur les

grands secteurs économiques, et celle du fascisme dans la campagne restent intactes.

C'est dans ce contexte inchangé sur le plan économique, social (et même idéologique) que doivent avoir lieu les élections gagnées d'avance par la droite et, si on en a besoin, avec les sociaux démocrates considérés comme le dernier rempart avant le socialisme. Une solution à la Caramanlis, en quelque sorte, qui légitimerait le nouveau pouvoir de la bourgeoisie : issue très élégante à la crise actuelle du système de domination qui se poursuit aujourd'hui.

Les forces du mouvement ouvrier sont conscientes de cette situation : l'extrême-gauche révolutionnaire, les maoïstes — une dizaine de groupes — comme le MES, et le Mouvement socialiste populaire, issu de la scission de la gauche du PS, et aussi le PCP. Ils connaissent d'avance l'issue négative des élections si elles se passent dans le statu quo économique et social.

l'affrontement

Le débat se porte maintenant — à partir du moment où il semble assez difficile d'éviter les élections ou de les gagner — sur la meilleure façon de remettre en cause dès aujourd'hui le statu quo économique ; comment en quelque sorte relancer la lutte de classes sur le terrain favo-

nable à la classe ouvrière, c'est-à-dire sur le terrain de la production ?

Dans ce contexte deux débats étaient à l'ordre du jour : celui du plan économique d'urgence proposé par le gouvernement, et l'unité syndicale. En ce qui concerne le plan d'urgence économique, face à

première perspective qui était proposée. Tout le problème était de savoir dans quelle mesure la gauche révolutionnaire et le PCP allaient pouvoir imposer la prise de mesures de ce type (naturalisation de secteurs-clés industriels et bancaires, réforme agraire, contrôle du commerce intérieur et extérieur).



Mario Soares à un meeting du P.S : un Caramanlis « de gauche » ?

la situation de crise économique accentuée du capitalisme portugais, deux options sont possibles : ou un plan qui se situe dans une perspective de restructuration du capital, ou un plan qui constitue un ensemble de mesures anticapitalistes remettant en cause la domination des monopoles sur l'économie. C'est la

Or il semble que rien n'ait été décliné et obtenu dans ce sens. Si bien que l'affrontement s'est porté sur l'unité syndicale, terrain incontestablement plus favorable à la bourgeoisie dans la mesure où — avec le PS — elle pourrait mieux tromper une partie des masses au nom de la liberté.

en bref

● Djibouti : encore un procès colonial

Après Omar Osman Rabeh et Omar Elmir Kareh, emprisonnés depuis plusieurs années en France pour s'être opposés au régime colonialiste d'Ali Aref — le protégé de Foccart et des gouvernements de la cinquième république — c'est un militant anti-colonialiste Abdillahi Douale, déserteur du journal « Iftin », qui vient d'être condamné par le tribunal de Djibouti pour « offense » à l'administration. La Ligue Populaire Africaine qui regroupe l'opposition « légale » et s'en prenait surtout à l'absence de démocratie dans le territoire vient de reconformer qu'elle se battra désormais « pour l'indépendance de Djibouti ».

● Liberté pour la Guyane

L'opération « coup de poing » organisée par le gouvernement français et ses représentants en Guyane a échoué : les six militants politiques et syndicaux appartenant au mouvement guyanais pour la décolonisation,

au parti socialiste guyanais et à l'Union des travailleurs guyanais, incarcérés à la prison de la Santé pour atteinte à la sûreté de l'Etat, ont été mis en liberté provisoire.

Le régime colonial n'a pas réussi à décapiter le mouvement d'opposition de plus en plus important à Cayenne, une ville de 30 000 habitants, quadrillée par 2 000 CRS, gardes mobiles et légionnaires. La faillite de la « présence française » est de jour en jour plus manifeste : chômage endémique (6 000 chômeurs à Cayenne), vie plus chère qu'en France (de 40 % alors que le SMIC est inférieur de 20 %), répression accrue, car la bourgeoisie capitaliste ne veut pas lâcher ses privilèges !

● Les paysans de Colombie

La Colombie a été dénoncée devant le Tribunal Russe qui a siégé à Bruxelles entre le 17 et le 22 janvier pour « juger » les régimes répressifs latino-américains. Bien que la Colombie conserve les formes d'une démocratie bourgeoise, les représentants de l'ANUC (association nationale des paysans) et du CRIC (conseil régional des indigènes) ont dénoncé la répression systématique, les arrestations, tortures et assassinats contre les paysans qui luttent pour la défense de leurs terres. ■

Sadate-Giscard : les gros sous

Sadate en France, c'est le premier Raïs en tournée dans le pays de Guy Mollet depuis la désastreuse opération coloniale de Suez. Mais c'est surtout une affaire de gros sous. Fini l'embargo français sur les pays du champ de bataille : chars, missiles, équipements électroniques vont aller enrichir la panoplie guerrière du « vainqueur du Sinaï ». Giscard se moque bien de savoir à quoi ils serviront. Et puis Sadate ne vient pas seul : depuis la mort de Nasser, la bourgeoisie du Caire et d'Alexandrie a relevé la tête. Pendant qu'elle mate avec rigueur les manifestations d'ouvriers et de chômeurs contre la hausse des prix, elle retrouve avec ivresse les biens dont le « socialisme » égyptien l'avait un moment privé. Il y a donc du business en perspective en Egypte pour les sociétés françaises : il ne restait plus qu'à mettre les points et les vigiles aux accords.

du neuf à Dijon...

En réalité, cela fait déjà plusieurs mois que le PS — mécontent de l'influence du PC sur le syndicalisme ouvrier, a cherché à fonder une deuxième centrale. Des contacts tous azimuts avaient été pris, y compris avec l'extrême-gauche brimée par le PCP dans les luttes ouvrières avancées (TAP, chantiers de Lisnave, etc). La vérité force à dire que la CIA s'est intéressée beaucoup à ce problème (et elle a de l'expérience dans le domaine).

la double réponse

Aujourd'hui le PS — et avec lui toute la bourgeoisie et l'impérialisme — se battent contre le PCP sur le problème de l'unité syndicale. Quelle est la réponse des révolutionnaires ? Il s'agit, face au capital, de défendre l'unité ouvrière ; et en ce sens la majorité des forces révolutionnaires — le MES en particulier — a participé à une grande manifestation en ce sens ; mais à condition que cette unité se construise aussi bien à la base qu'au sommet, dans le cadre de la démocratie ouvrière et de la reconnaissance de courants différents chez les travailleurs.

Tel est l'enjeu du débat aujourd'hui : la bourgeoisie semble avoir trouvé un bon terrain de combat — et le mènera jusqu'au bout si elle arrive à rallier une partie des travailleurs avec elle ! En fait, le rôle des révolutionnaires est de défendre à la fois l'unité des travailleurs face à la bourgeoisie et l'expression démocratique de ceux-ci dans leurs organisations de classe et de masse face au PCP. De la réussite ou non de cette double tâche, dépend pour une grande part l'avenir de la révolution au Portugal.

Bernard RAVENEL ■

Indochine : deux ans après

Le deuxième anniversaire des accords de Paris coïncide avec la récente victoire des forces populaires de l'armée de libération au Phnuc Binh et le développement de l'opposition populaire tous azimuts au régime Thieu et à sa répression (200 000 prisonniers politiques emprisonnés et torturés). Le GRP demande l'application de l'accord de Paris et déclare que les menaces des États-Unis (mise en état d'alerte de bases US dans le Pacifique, 125 sorties de l'aviation US en une semaine, livraison de bombardiers « F 5 », 4 000 « conseillers militaires », etc...) ne feront pas plier le peuple du sud-vietnam. Au Cambodge, le régime Lon Nol s'effiloche. Le BRONK et le FUNK prennent leur temps et immobilisent une partie du potentiel américain du sud-est asiatique. Contre la « guerre oubliée », comme l'appelle Claude Bourdet dans Témoignage Chrétien, il faut, sans désespérer dénoncer le sabotage des accords de Paris par Thieu, et rendre impossible une nouvelle intervention américaine.

La représentation de *La Charrue et les Étoiles* en 1926 à Dublin déclencha une sorte d'émeute. C'est que, dix ans à peine après les « Pâques sanglantes » de 1916 où l'élan pour la libération de l'Irlande avait été sauvagement réprimé par les Anglais, la pièce de O'Casey donnait à voir les journées insurrectionnelles telles que lui-même (ouvrier, né fils d'ouvrier dans une famille de treize enfants, dont huit étaient morts de tuberculose, et qui ne devait, lui, d'avoir sauvé sa vie qu'à l'effort acharné de sa mère) les avait vécues, échappant de justesse au peloton d'exécution. Il ne se situait pas dans la tradition héroïque du Théâtre de l'Abbaye rappelant au peuple irlandais le farouche besoin d'indépendance qu'on allait puiser jusque dans les plus lointaines légendes gaéliques.

Malgré le symbolisme de son titre (celui même du drapeau de l'insurrection), *La Charrue et les Étoiles* montre, avec une lucidité fraternelle mais impitoyable, l'exaltation provoquée dans le petit peuple des slums par des meetings dont la fièvre nationaliste se teintait d'éloquence sacrée. Toute l'action se situe dans les lieux familiers où vivent des gens pauvres — un maçon, un ajusteur, une femme de ménage... — que la promiscuité amène à se détester, que l'inconfort conduit à

chercher une compensation dans le whisky malté du bistrot, que la misère pousse même au pillage des lieux sinistrés, du jour où le canon balaye les rues pour mater l'émeute. Au gré des événements qui se préparent et se déroulent, les individus se révèlent incertains d'eux-mêmes, prisonniers de leur situation comme cette jeune femme qui, égoïstement amoureuse, voudrait empêcher son mari d'aller se battre, cette jeune fille que tout terrorise parce qu'elle est au dernier degré de sa maladie, ou cette vieille protestante, anglophile de principe, qui pourtant se montrera la plus secourable au malheur de voisins qu'elle méprisait. Là est la vie et, en même temps, une vue sévère de certaines des causes d'un échec et d'une impuissance : bavardage intempestif, idées toutes faites jamais révisées, préjugés religieux. Le seul personnage qui réfléchisse et comprenne que le combat juste serait celui des prolétaires pour leur émancipation ne parvient pas à se faire écouter des autres, parce qu'il emploie le langage d'une trop fraîche étude des problèmes socio-économiques et ne provoque donc que haussements d'épaules.

« Le théâtre, écrivait jadis O'Casey à Jean Vilar, doit prendre le monde entier dans ses bras avec ses sanglots et ses chansons... Tout a un

sens et chaque élément concourt à changer la vie. » C'est sans doute une considération de cet ordre qui a incité le Théâtre de Bourgogne à reprendre *La Charrue et les Étoiles* à Dijon, où désormais il dispose d'un lieu de jeu permanent, l'ancienne église St-Jean. « Nous rêvions, dit son directeur, Michel Humbert, de construire le spectacle de l'Irlande d'aujourd'hui. O'Casey l'a construit en 1926, pour nous, et pour tous les peuples démunis. » Ce spectacle, en effet, se situe dans le même courant dramaturgique contemporain que la plus récente création de Jean Pierre Vincent (*En r'venant d'P'Expo*) : on y voit aussi la classe prolétarienne submergée, contrainte par l'idéologie des classes dominantes au point de se laisser désunir. Ici comme là une analyse claire fonctionne comme une mise en garde. Le public dijonnais peut à présent abandonner sans regret les ors et les velours de sa salle municipale à *Un de la Canchière* et autres *Chanson gitane* : il a un théâtre adulte.

Et un théâtre que défend une troupe homogène, sur la brèche, exprimant au mieux les intentions d'une mise en scène sensible aux tonalités multiples de la pièce, bien structurée et vigoureusement rythmée.

Dominique NORES ■

« Tabo » (Tiens bon !) Mineur Cévenol

C'est le cri des Camisards. C'est devenu celui des mineurs du bassin des Cévennes qui ont fait de leur fête une Sainte Barbe de Combat. Après enquête populaire, critique et re-critique, Lo Teatre de la carriera d'Alès (le Théâtre de la rue) a retracé l'histoire de ce peuple du fond de la mine qui comptait 23 000 personnes en 1947, qui n'en compte plus que 4 000 aujourd'hui et qui aura disparu en tant que tel en 1977-1978.

Et pourtant, il y a du charbon. Il est à nouveau dans l'actualité après que les pétroliers de l'après-guerre

aient tout fait pour l'enterrer. Il est trop tard sans doute : le recul de la classe ouvrière, qui est pourtant organisée efficacement, a été trop grand. Le chant patriotique de l'après-guerre a semé la confusion. Il aurait fallu moins « retrousser ses manches » et savoir faire durer plus longtemps une grève.

Ce n'est pas le fond de la pièce. Telle qu'elle est, avec sa volonté de langage populaire, ses images simples et belles, c'est une grande bouffée d'air, joyeuse et dramatique. Il lui faudrait une suite, celle qui re-

trace les difficultés de l'unité populaire dans la lutte, de ses objectifs, des contradictions secondaires et des moyens de les dépasser sans les nier, pour une unité plus riche et plus forte face au capital et à son pouvoir.

En tournée dans toute la France, *Tabo* peut être le lieu d'une mobilisation intense, d'un débat sérieux et positif. Alors, si lo Teatre de la carriera passe à proximité, il faut y aller. Et surtout, pas seul. A dix, à vingt, à trente...

M.C. ■

T.V. : un goût de « Pain noir »...

L'ancien O.R.T.F. valait ce qu'il valait — c'est-à-dire pas grand chose. Mais ses successeurs seront-ils capables de produire une grande fresque comme « Le Pain noir », un petit chef-d'œuvre, signé Serge Moati, d'après le roman de Georges-Emmanuel Glancier.

Merveilleuses, tendres et généreuses images décrivant la dure vie des métayers au siècle dernier ; dignité de ces paysans chassés, de ferme en ferme, par des patrons parfaitement odieux ; magnifiques Cathie, Au-

rélien, Francet... Et les silences du père Charron, qui accepte la fatalité de sa condition de cerf ; puis le long cheminement de sa prise de conscience, jusqu'au jour où le père Baptiste, ouvrier dans une fabrique de porcelaine de Limoges, lui ouvrira les yeux sur l'exploitation du peuple par la classe dirigeante.

Mais le temps du « pain noir » est-il si loin ? Malgré les progrès de la technique, l'amélioration considérable des conditions de vie obtenues par les luttes incessantes des ouvriers, les rapports

entre patrons et ouvriers ont-ils tellement changé ?

Du côté ouvrier, existe encore trop souvent la crainte respectueuse du patron, l'angoisse devant le petit chef, l'œil du patron fixé sur le travailleur, l'attendrissement lorsque le patron se montre simplement paternaliste. Des millions de Français n'ont-ils pas été touchés par la résolution de leur grand patron de venir dîner chez eux, à l'improviste ? On dirait que ce vingtième siècle a toujours quelques relents de « pain noir » !

F.C. ■

VICTOR LEDUC : Ton livre est, pour ceux qui ont connu la Résistance de l'intérieur, l'un des seuls ouvrages parus sur ce sujet qui rende le son de la vérité. J'aime sa justesse de ton. Par delà les pertes cruelles, les problèmes que nous nous posions étaient des problèmes d'organisation, d'efficacité. Et tu le montres très bien. Tu as intitulé ton livre « *L'Aventure incertaine* » : pourquoi ce titre ?

CLAUDE BOURDET : Tu te souviens peut-être de l'endroit où cette formule apparaît dans le livre. C'est dans une conversation avec Malraux, qui se situe à la fin de 1941. La perspective politique et stratégique était devenue meilleure, mais nous n'avions aucun moyen. Le désaccord avec Malraux venait de là. Il se serait bien engagé dans une aventure « sérieuse », où il y aurait eu de l'argent, des armes.

L'incertitude ne portait plus sur l'issue de la guerre mais sur les résultats possibles de notre propre action. C'est là que je parle de l'« aventure incertaine » à laquelle je le convie, mais qu'il n'a rejoint que plus tard, quand elle est devenue moins incertaine.

V.L. : A partir de quel moment la Résistance a-t-elle eu des moyens assez sérieux ?

C.B. : Je crois que l'armement a eu une importance seconde au début. Jusqu'à la période des maquis (début 43) les actions militaires, même celles des communistes, ont eu un caractère plus de symbole et de propagande que d'efficacité militaire. Pour les attentats, la liquidation de certains Allemands et collaborateurs, on pouvait trouver quelques revolvers.

Par contre, pour créer une puissante organisation politique, base de l'effort militaire futur, il fallait de l'argent : preuve de notre existence et moyen de recrutement, pour les permanents, les locaux, le matériel sans lesquels nous étions condamnés à rester des groupuscules. Il a fallu attendre l'arrivée de l'argent de Londres, et Jean Moulin, jusqu'au début 42.

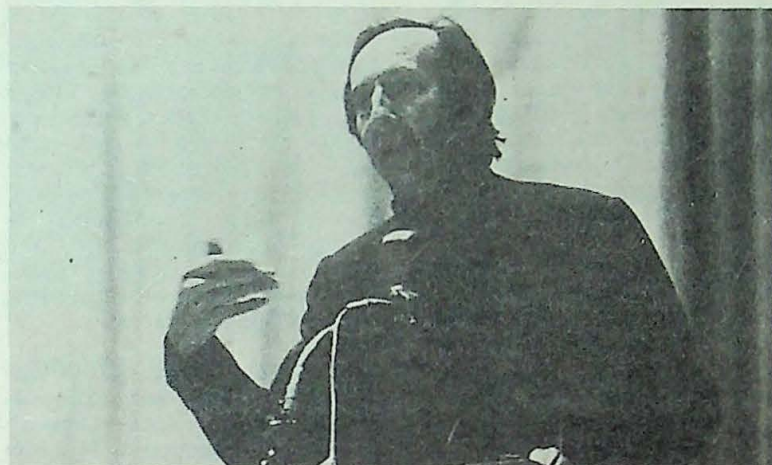
V.L. : Tu parles dans ton livre des difficultés de la Résistance avec Jean Moulin...

C.B. : Les différends que nous avons eus portaient sur la tentative d'arracher les formations para-militaires aux

Résistance : les occasions manquées

Notre ami Claude Bourdet, qui fut dans la Résistance l'un des dirigeants du mouvement Combat, vient de publier aux Editions Stock, un ouvrage intitulé *L'aventure incertaine, de la Résistance à la Restauration* (1).

Victor Leduc, qui participa à la même époque au mouvement Libération comme responsable de l'Action immédiate sur la région de Toulouse, s'entretient ici avec lui de son livre.



mouvements de Résistance pour les placer directement sous les ordres de la « France libre » et sur l'opposition à l'action immédiate, la Résistance devant rester l'arme au pied jusqu'à l'heure du débarquement. Ajoutons l'aide tout à fait insuffisante aux maquis.

V.L. : J'ai été surpris par l'importance que tu attaches à la participation des communistes, dont j'étais, dans les organisations de Résistance comme Combat et Libération.

C.B. : Je crois avoir un peu expliqué pourquoi nous avions une optique différente. En effet c'était une erreur, de ma part et de celle de mes amis, d'imaginer que les communistes dans les Mouvements feraient autre chose que ce que nous aurions fait à leur place. Mais il nous était impossible de le prévoir, tant la politique communiste dans l'avant-guerre et jusqu'en 1941 avait été variable, souvent contradictoire.

Ajoutons notre respect exagéré, et si tu veux, notre angoisse devant l'efficacité supposée du Parti. Nous avions l'impression d'être pris

en sandwich entre les communistes de l'intérieur et ceux de l'extérieur. Cette prédominance communiste n'a eu aucun des effets que nous redoutions, mais la crainte inévitable qu'elle a engendrée est devenue un facteur politique de premier ordre et a été une cause importante de l'évolution anti-communiste de beaucoup d'anciens résistants et de l'isolement ultérieur du PC.

V.L. : Sais-tu que nous n'avions pratiquement aucune directive du PC concernant ces Mouvements ? Il nous contrôlait seulement, à partir de la fin 41, pour des raisons de sécurité et pour notre formation politique. Nous nous réunissions en « triangle » pour lire la presse du Parti et étudier les textes classiques.

C.B. : J'en suis tout à fait persuadé, et je souligne fortement cet aspect à plusieurs reprises dans mon livre. Mais j'y explique aussi que notre vision grandiose et mystérieuse du PC était telle nous ne pouvions pas l'imaginer.

V.L. : Par quelle conjonction de forces est-on passé,

comme tu le dis si bien, « de la Résistance à la Restauration » ?

C.B. : Toute cette histoire est celle d'occasions manquées. Une occasion importante a été celle du rapprochement du Parti socialiste et de la Résistance en 1943, qui aurait pu donner une autre évolution au PS en 1945. Il y a eu aussi le rapprochement entre le Front national et le MLN du printemps 45 auquel j'étais, avec tous mes amis, rigoureusement opposé, y voyant une nouvelle manière d'entraîner toute la Résistance dans le sillage du PC.

V.L. : Ce que tu dis là est très curieux, parce que cette fois nous avons reçu une directive : celle de nous opposer nous aussi à cette fusion. Directive avec laquelle nombre d'entre nous étaient en désaccord...

C.B. : J'ai commencé à le soupçonner assez récemment. Pour que nous ayons pu à l'époque accepter cette perspective, il aurait fallu qu'il y ait eu depuis longtemps entre vous tous et nous tous des conversations de fond. Or, pendant la clandestinité, personne n'en avait le temps ou le goût. Après, les positions étaient prises et les fossés creusés.

L'évolution d'après la Libération est due évidemment à la coupure de la gauche, à l'absence d'une grande force d'extrême-gauche indépendante, mais elle est due aussi à d'autres facteurs : le caractère propre de de Gaulle, sa récupération et celle de beaucoup d'autres résistants par la société bourgeoise dont ils étaient issus, la coupure Est-Ouest et la colonisation de la France par les Américains à partir de 1947 et enfin, le cancer colonial.

Pourtant, ce livre n'a pas une conclusion pessimiste. Dans ce fourmillement d'erreurs et d'occasions manquées, il y a eu des changements des progrès, des découvertes. Le fait que nous appartenions au même parti aujourd'hui est peut-être un signe modeste, mais il est peut-être d'autant plus caractéristique que, tout en étant matériellement très proches l'un de l'autre à cette époque, nous étions politiquement assez éloignés. Et nous ne sommes pas les seuls à avoir compris beaucoup de choses.

(1) En vente à la librairie Syros.